front libertaire

des luttes de classes

Edité par :
ORGANISATION
REVOLUTIONNAIRE
ANARCHISTE

CONTRE les capitalismes bourgeois et bureaucratiques et leurs impérialismes.
POUR la gestion directe ouvrière et l'Internationale.

NUMERO 15
MARS 1972
Prix : 1,50 F

CONTRE LES MILICES PATRONALES

AUTODEFENSE OUVRIERE

Des camarades nous écrivent

Dans le n° 14 de février 72, vous faites appel à tous les lecteurs pour qu'ils abandonnent au journal une journée de salaire par mois pour que le journal vive. Il y a une chose à laquelle vous n'avez certainement pas pensé, c'est que parmi les lecteurs il y a des gars qui ne travaillent plus, ou bien parce qu'ils sont malades, chômeurs ou à la retraite, et qui ne sont plus des salariés, et qui, pourtant, voudraient que cela change, car un changement pourrait améliorer leur triste situation.

Je suis un vieux militant libertaire, puisque j'ai été à l'U.A. avant 1939. maintenant je suis à la retraite, je suis malade depuis vingt ans, je n'ai pas de Sécurité sociale, et j'aimerais pouvoir vous aider, alors voici ce que je vous propose : à chaque trimestre, quand je toucherai ma retraite, je vous donnerai cinquante francs (nouveaux, naturellement) pour aider *Front Libertaire* à tenir, je ne peux faire mieux. Si cela ne vous plaît pas, dites-le, et, en attendant, je vous présente mon fraternel salut.

Serge.

Lorsque nous avons inséré, dans le F.L. *n°* 14, *le pavé « Un jour de salaire » nous avons tenu compte, contrairement à ce que tu penses, de l'impossibilité pour tout le monde d'assumer cet acte militant : nous avons expliqué que le fait de verser une journée de salaire pour le journal ne devait être, en tout cas, que la conséquence logique d'un engagement militant, et non une action de charité. Ton geste ne peut être compris qu'en tant qu'action propre à un militant révolutionnaire.*

Biensûr, que tout le monde ne pourra pas abandonner une journée de salaire, mais ce qui est certain, c'est que ton attitude servira à faire comprendre à pas mal de militants que le fait d'être révolutionnaire implique autre chose qu'une banale profession de foi dépourvue de tout sens réel.

Tu demandes si cela nous plaît ! Ton attitude démontre que, dans la dure lutte pour le socialisme, pour la liberté, il existe des révolutionnaires qui, comme toi, ne perdront jamais le courage de lutter pour que la révolution sociale devienne une réalité.

★

[...] Nous avons été très favorablement impressionnés par votre article sur « Louviers » dans le n° 13 de *Front Libertaire,* par le type de travail réalisé là-bas par ces camarades.

Nous pensons même que votre article sous-estime peut-être la valeur stratégique de cette expérience [...]

Votre lettre, qui témoigne un intérêt assez marqué pour l'expérience entreprise à Louviers par des camarades (voir F.L. n° 13), *est trop courte pour que nous puissions éclaircir certains aspects qui vous ont peut-être paru un peu ambigus dans l'article en question.*

Nous tenons cependant à vous dire qu'il n'y a nullement sous-estimation de notre part sur la valeur stratégique de l'expérience, comme vous le pensez. Nous sommes très réticents sur la porté de la lutte parlementaire. Mais ce n'est pas le fait d'un bon vieux réflexe anti-électoral que la tradition anarchiste conserve en dépit des nouvelles formes que les luttes revêtent aujourd'hui et des leçons à tirer de l'histoire.

S'emparer d'une petite municipalité, cela représente effectivement de larges possibilités. Mais faire de ceci un moyen généralisé de combat révolutionnaire découlerait de l'utopisme le plus malsain et démobilisateur.

Non, notre analyse de la situation actuelle, sans être définitive, présente des aspects inamovibles. Il est certain pour nous que, seul, un travail prolongé débouchant sur des perspectives claires, peut susciter la prise de conscience généralisée de la classe ouvrière, suivie d'un processus révolutionnaire insurrectionnel la conduisant au pouvoir. Ce jour-là, le système municipal et parlementaire sera broyé par cette montée révolutionnaire. Le pouvoir ouvrier insurrectionnel n'aura que faire de mairies de gauche ou même d'extrême-gauche.

Il ne s'agit pas, camarades, d'un principe statique. Mais le refus du parlementarisme est le refus de la démocratie bourgeoise.

Nous optons pour le patient travail politique auprès du prolétariat et rejetons l'opportunisme démagogique qui dévoye le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière.

Voilà notre point de vue. Nous insistons sur le fait que l'expérience remarquable de Louviers mérite d'être appuyée, principalement parce qu'elle a représenté l'utilisation d'un des rouages du système contre ce système même. parce qu'elle s'est servi de la mairie pour en détruire le principe, parce qu'au sein de l'école, elle a introduit une véritable formation culturelle de l'enfant à la place de l'apprentissage de la soumission et des valeurs bourgeoises, bref, parce que cette expérience a esquissé les possibilités offertes par une société socialiste autogérée. Mais aussi parce que cela ne pouvait être qu'une esquisse. limitée dans le temps et l'espace par le système capitaliste dans lequel elle se situe, nous ne lui apportons qu'un appui critique. Nous croyons qu'il faut se méfier d'une stratégie allant parfois à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière, et pouvant faire. dans certains cas, le jeu des forces parlementaires en les cautionnant. Toutes les municipalités ne sont pas assimilables à celle de Louviers, et il serait dangereux d'appliquer systématiquement partout le même schéma et de déclencher un processus qui risque d'être rapidement récupéré.

ON NE DOIT PLUS COMPTER QUE SUR NOUS-MEMES

Les quelques 300.000 personnes qui sont venues spontanément dans la rue pour l'enterrement de R. P. Overney mais aussi ceux qui, malgré les interdits de leur parti ou de leur syndicat, commencent à se poser des questions.

La solidarité prolétarienne n'est pas un vain mot.

Le chemin à suivre est celui que nous avons pris. Celui de l'unité dans la lutte en passant par dessus les Séguy, les Marchais et consorts. Syndiqués et non syndiqués, c'est à nous de prendre la direction du combat.

Construisons dans la lutte, l'autogestion.

Une mise au point...

A l'appel de la plupart des organisations révolutionnaires : Cause du Peuple, Lutte Ouvrière, Secours Rouge, Alliance Marxiste Révolutionnaire, Ligue Communiste, Alliance des Jeunes pour le Socialisme, P.S.U., Organisation Révolutionnaire Anarchiste, Révolution, Ligne Rouge ; le 28 février s'est déroulée une manifestation, du métro Charonne à la place Stalingrad ; manifestation de protestation contre l'assassinat du militant ouvrier révolutionnaire René Pierre Overney, aux portes de l'usine Renault.

Le nombre des manifestations, évalué entre 30.000 et 50.000, en dit long sur l'émotion que cet assassinat a soulevé chez une grande partie de la population.

Manifestation militante, les flics se sont gardés de l'interdire et même d'en gêner le déroulement : ils savaient que la volonté des manifestants était de crier leur indignation et leur colère et de ne pas fuir l'affrontement si la police l'avait provoqué.

La manifestation peut être considérée comme positive : le souci de démontrer le sérieux des forces révolutionnaires et de déjouer les provocations, démontrent que si l'unité révolutionnaire reste aujourd'hui très problématique, elle n'est pas moins efficace lorsqu'elle se fait dans l'action par la base militante.

L'O.R.A. tient à préciser de son côté que, pendant la manifestation, elle a été obligée de faire face aux provocations de quelques éléments soi-disant « anarchistes », qui, tout au long du parcours, n'ont pas cessé de tenter, en vain d'ailleurs, de détourner les buts de la manifestation en se livrant aussi bien à des agressions contre quelques-uns de nos camarades (dont l'un a été blessé à l'œil) qu'à des dépradations gratuites contre des voitures ou des magasins.

Nous disons à ces éléments que ce n'est pas en cassant la vitrine d'une banque qu'on détruit la banque.

Nous disons, de plus qu'ils sont dangereux pour tout le mouvement révolutionnaire, dans la mesure où par leur pratique lors des manifestations (la seule qu'ils aient d'ailleurs) ils prêtent le flanc à l'infiltration d'éléments policiers, voire fascisants (selon une technique bien connue des mouvements fascistes, cf : affaire Valpreda, en Italie).

Ils sont dangereux pour tous les sympathisants et révolutionnaires derrière lesquels ils se planquent pour se défouler.

Ces éléments, totalement dépourvus de conscience révolutionnaire réelle, sont les mêmes qui, à un moment donné, et par leur attitude, servent de prétexte aux flics pour charger, détournant ainsi aux yeux de la classe ouvrière l'image véritable du mouvement révolutionnaire.

Sans compter que nous avons pu constater que ce sont ces mêmes éléments qui sont les premiers à détaler devant les C.R.S.

Déjà, à plusieurs reprises, nous avons dénoncé ces éléments qui ne servent qu'à donner des arguments au P.C.F. et C.G.T. pour s'en servir contre les révolutionnaires (... et pour ces bureaucrates, masquer ainsi leur propre rôle réactionnaire).

Nous disons dès maintenant que si, jusqu'ici, nous avons essayé de dialoguer avec ces « anarchistes » dans le but de trouver un terrain d'entente, voire de coopération, il en va tout à fait différemment aujourd'hui. Ces gens-là n'ont pas voulu écouter les raisonnements et au dialogue ils répondent par les coups et les provocations.

Nous les mettons en garde maintenant...

Il faut, une fois pour toutes, savoir à quoi s'en tenir.

Notre travail politique se situe au sein de la classe ouvrière et non contre elle. Les éléments petits-bourgeois qui se présentent à chaque occasion pour discréditer un courant de la classe ouvrière duquel ils sont totalement coupés ne trouvent d'autre méthode que la dénigration systématique du Communisme Libertaire.

De même pour les autres organisations révolutionnaires, nous les mettons en garde contre l'amalgame qu'elles pourraient faire entre l'O.R.A. et ces éléments « folkloriques » (ou policiers) étrangers aux luttes du prolétariat.

L'O.R.A. se bat contre l'exploitation capitaliste, mais aussi contre la bureaucratie stalinienne et les provocateurs qui tout en se réclamant de l'anarchisme, mènent dans les faits une lutte acharnée contre la classe ouvrière.

Organisation Révolutionnaire Anarchiste.

A Renault le capital a tué :

UNITE OUVRIERE FACE AUX MILICES ARMEES

Vendredi 25 février, aux usines Renault-Billancourt, le patronat des vigiles armés, des polices parallèles, des bandes fascistes SAC-CDR-Ordre Nouveau et autres CFT ont à nouveau tué.

Cette fois, çà a été le tour du jeune ouvrier Overney, abattu froidement par un membre du personnel administratif du service de vigilance, ancien militaire de surcroît. Tué d'une balle au cœur, cet ouvrier ne faisait qu'accomplir une pratique qui, dans une société dite démocratique, devrait être totalement tolérée en tant que moyen d'information et de libre expression : c'est-à-dire distribuer des tracts.

Mais il est bien évident qu'en France, il est devenu de plus en plus dangereux de distribuer des tracts, ou simplement de dire à haute voix ce que pas mal de gens commencent à penser. Qu'on ne vienne pas nous dire que c'est un fait isolé. Cet assassinat est l'aboutissement de toute une série de pratiques fascistes de la part du patronat en vue de décourager les travailleurs dans leur lutte.

L'assassinat, l'intimidation, l'escroquerie sont à l'ordre du jour dans la société du profit capitaliste du régime pompidolien.

L'affaire Deshayes, blessé à l'œil par grenade lors d'une manifestation par les brigades spéciales. L'affaire du colleur d'affiches de Puteaux tué par balles alors qu'il collait. L'affaire Christian Riss. Le passage à tabac des journalistes, des lycéens par les flics. L'investissement par les gardes mobiles de l'usine Penarroya contre les travailleurs émigrés en grève. Tout ceci s'inscrit dans un contexte de pourrissement du système actuel qui ne se maintien que grâce à la violence et la répression qu'il exerce contre la classe ouvrière.

Nous ne pouvons pas rester impassibles devant cette montée des méthodes fascistes. La bourgeoisie est en train d'aller trop loin dans ses pratiques d'intimidation.

Il faut une mobilisation active pour parer à ces assassinats.

Par-delà les divergences quant au fond et à la forme qui nous séparent des camarades maoïstes, nous nous refusons à adopter la position du PS, du PCF, de la CGT, de FO, etc., consistant à mettre dos à dos les militants révolutionnaires et les bandes armées du pouvoir.

Nous pensons que la prise de position de ces organisations amalgamant les bandes fascistes et les militants révolutionnaires est lourde de responsabilités. A ce titre les articles hystériques parus dans « l'Humanité » du 26, où le PCF s'attaque prioritairement aux groupes révolutionnaires plutôt qu'au patronat et au gouvernement, démontre que ces organisations passent sous silence la possible fascisation du régime, ceci en vue de ménager le programme électoral de 1973.

Que ces organisations prennent garde ! L'exemple de l'Allemagne de 1918 n'est pas si loin que ça. On sait ce que la trahison de la social-démocratie a coûté au peuple ouvrier allemand. Cette attitude cautionne la répression que le pouvoir ne manquera pas d'exercer à l'encontre de la classe ouvrière. En même temps, crier aux provocations d'où qu'elles viennent est un prétexte pour ne rien faire.

Attention, peut-être que bientôt le prochain à être attaqué sera le PCF et ses militants. Il se peut que la mobilisation se fasse trop tardivement. Nous le répétons, le PCF, CGT, FO et PS mènent une politique de relâchement qui peut affaiblir et laisser sans défense la classe ouvrière. Prenez vos responsabilités !

Nous, de notre côté, nous nous déclarons solidaires de la lutte que tous les anti-fascistes mènent contre les tentacules du capital et nous associons à la mobilisation pour préparer la riposte contre les bandes fascistes.

DISSOLUTION DES MILICES FASCISTES.

DISSOLUTION DE LA CFT.

A BAS LES BANDES ARMEES DU CAPITAL !

Oui Marchais, mieux qu'en 68 !

Le P.C.F. a atteint un tel stade dans son processus de bureaucratisation qu'aujourd'hui le doute n'est plus permis sur son rôle néfaste dans la classe ouvrière. Ceci bien des gens l'ont compris et d'autres commencent à se poser des questions, notamment parmi ses sympathisants, après l'amalgame fait entre les militants révolutionnaires et le pouvoir.

Le seul fait que la principale réponse du P.C., après l'assassinat de R.P. Overney ait été la dénonciation de la provocation, avant même la condamnation du meurtre, est significatif. La déclaration de la section Renault du P.C.F. est si systématique qu'on pourrait y lire que cet assassinat est l'œuvre de la collusion gauchistes-police.

Cette attitude du P.C.F., et la déclaration de Marchais à Strasbourg (l'assassinat d'Overney « **crime monstrueux des gauchistes** ») le montre bien, est l'aboutissement logique d'un parti bureaucratisé, qui ne vit que pour lui-même, selon des intérêts et des visées électorales. Le P.C.F. veut apparaître comme un parti d'ordre, capable de se rallier les voix de la petite, voire d'une partie de la moyenne bourgeoisie.

La position de la C.G.T. est encore plus révélatrice. En digne propagandiste de la stratégie du P.C.F., la bureaucratie cégétiste parle des complices maoïstes du pouvoir et qualifie l'assassinat de provocation. Pour quelqu'un qui pousse le raisonnement à son extrême limite : R.P. Overney s'est fait descendre pour provoquer et freiner l'action de la C.G.T. !

La condamnation du pouvoir et la présence de flics privés dans l'usine, n'ont pas suffit pour escamoter aux yeux de l'opinion publique l'aspect crapuleux de la première partie de la déclaration cégétiste.

Il est vrai qu'en plus, la C.G.T. mène depuis longtemps un combat qui se situe à un autre niveau que la polémique syndicaliste (tabassage de militants révolutionnaires ; empêcher par tous les moyens la libre expression des courants du mouvement ouvrier au sein des entreprises, ce qui va même jusqu'à la dénonciation de militants, bientôt suivie de licenciements ; agressions contre les militants d'extrême gauche) visant au monopole de la classe ouvrière (ce que l'on retrouve dans ses rapports avec la C.F.D.T., c'est le jeu de la concurrence syndicale).

Le Parti Socialiste ne se mouille pas. Il se veut plus « libéral » que le P.C.F. et surtout plus rassurant. Il a été cette fois-ci plus opportuniste. Mais il ne pouvait soutenir les révolutionnaires comme le montre sa première réaction ; il se veut, lui aussi, un parti de gouvernement dans le cadre de la légalité bourgeoise et il s'appule sur un électorat composé, pour une part, de petits-bourgeois.

C'est la C.F.D.T. qui a eu la position la plus correcte, que ce soit au niveau du syndicat Renault que de la Fédération de la Métallurgie et surtout de la Confédération elle-même. Cependant le décalage entre la prise de position et l'absence de mot-d'ordres pour la manifestation du lundi 28 janvier est révélatrice. La C.F.D.T. a, d'un côté, des positions plus « à gauche » que la C.G.T. (Il est vrai qu'elle compte dans ses rangs denombreux militants révolutionnaires et qu'elle a le souci, par ses prises de position, de se démarquer de la C.G.T.) mais, d'un autre côté, elle ne veut pas non plus s'engager politiquement et paraître cautionner les « gauchistes », bien que se disant révolutionnaire.

En fait, l'élément déterminant ce fut la riposte du 28 février où 50 000 manifestants défilèrent dans Paris, criant leur indignation mais aussi leur détermination révolutionnaire, infligeant en même temps un énorme camouflet aux bureaucraties du P.C.F. et de la C.G.T.

En cela la « une » de l'Humanité qui titrait : « **Renault : la calme fermeté de 34 000 travailleurs** ». « **Approbation massive de la position du syndicat C.G.T.** » et surtout la page 4 du même numéro où les 7/8 de la page étaient consacrés à Renault : « **la provocation en échec** » et en bas de page, en petit : « **manifestation anti-communiste à Charonne** », montre bien la nécessité pour le P.C.F. de prouver après la manifestation qu'il est le SEUL parti implanté dans la classe ouvrière, le seul parti de masse.

La manifestation est qualifiée « d'anti-communiste », c'est-à-dire, en fait d'anti-P.C.F. Elle l'était (anti-P.C.F.) dans la mesure où par sa prise de position, ce dernier se plaçait objectivement à côté du patronat. La lutte contre le patronat se fait aussi contre ses alliés objectifs.

Le Parti Socialiste continue, quant à lui, à naviguer entre deux eaux ; tâche facilitée par sa volonté de ne pas se mouiller avant la manifestation et de se prononcer facilement contre la répression, qualifiant R.P. Overney de « **jeune militant politique** », voulant coller au mouvement de masse qui s'est dégagé le 28, sans en reprendre l'aspect politique et révolutionnaire. Le P.S. est bien content, ainsi, de pouvoir s'autonomiser par rapport au P.C.F. à la suite duquel il se traîne lors des manifestations publiques.

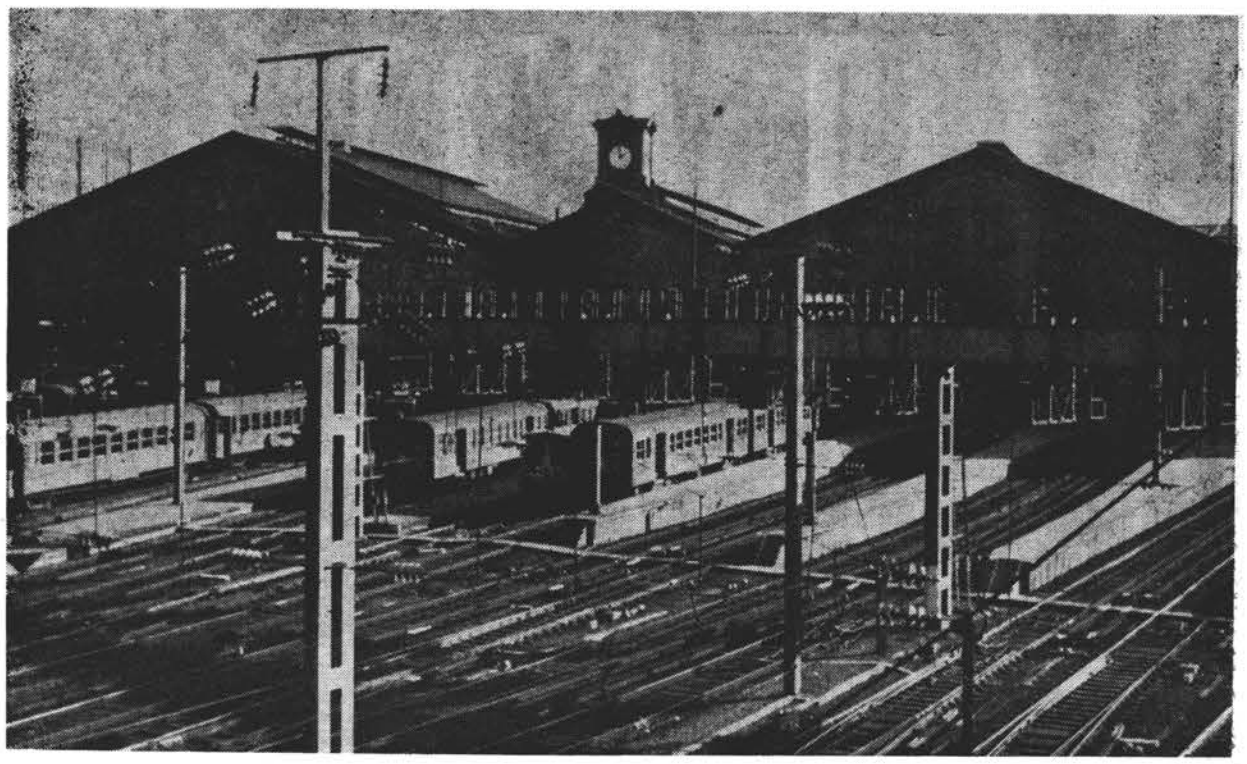
La C.F.D.T., elle, n'a pas hésité à se démarquer de la C.G.T. refusant de suspecter la sincérité de ceux qui luttent contre l'exploitation capitaliste, suivant une tradition liée à la défense de la démocratie et à une volonté révolutionnaire de la base cédétiste.

Pour la C.G.T. et le P.C.F., la nécessité de laver l'affront fait par les forces révolutionnaires, après l'indignation et l'incompréhension rencontrées même chez des militants, il leur est imposé de se redonner une petite image anti-patronale. Il eût été grave qu'un mouvement de masse se fasse sans que la C.G.T. soit présente et c'est là sa principale préoccupation après le lundi 28.

Une organisation se réclamant de la classe ouvrière, ne peut se permettre des compromis. Une organisation se réclamant de la classe ouvrière se doit de défendre tous les militants ouvriers en lutte contre l'exploitation capitaliste par delà les divergences qui peuvent les séparer.

S. N. C. F. :

LA GRANDE SAGESSE des « RESPONSABLES »



Paris-Austerlitz : 21 morts en un an, dont quatre la même semaine

Auparavant l'usager, le cheminot pouvaient concevoir la SNCF comme un service public. Mais depuis que le gouvernement lui a donné l'ordre de se rentabiliser, cette image, si elle n'a pas entièrement disparu chez le public, a bien vite été effacée par les cheminots.

Le processus de rentabilisation a commencé par les réductions d'effectifs. De quelque 350.000 hier, il ne sont plus que 300.000 aujourd'hui. Demain, ils seront réduits à 170.000. Pourquoi ?
Malgré la stagnation de son trafic marchandises,

la faible augmentation du trafic voyageurs, la productivité augmente : là où il y a eu départ en retraite aucun agent n'est venu en renfort. Là où il fallait deux ou trois agents il n'en faut plus qu'un aujourd'hui : un chef de train s'occupe maintenant du contrôle, de la sécurité des passagers, et des bagages. Sa productivité a plus que doublé.

La SNCF confie de plus en plus ses activités au profit des sociétés privées.

— A La Ferroviaire, véritable société de négriers, employant à 95 % du personnel immigré, qui charge et décharge les wagons dans les grands centres ;

— Au Sernam elle confie tous les transports routiers de colis dans les grandes villes comme à la campagne. Elle supprime pour le Sernam un grand nombre de lignes secondaires, les jugeant d'un coup non rentables pour elle-même. Ce qui n'est pas rentable pour la SNCF l'est pour les entreprises privées qui gravitent autour !

C'est dans ce cadre, celui de la privatisation du chemin de fer, que chaque année les bureaucraties syndicales négocient.

Depuis deux mois il y a affluence autour du tapis vert. Depuis le 14 janvier rien que des réunions-palabres... ça peut durer longtemps.

Les syndicats ont basé leur lutte sur le point central d'une augmentation générale des salaires, oubliant ou laissant volontairement de côté, les revendications aussi importantes que les conditions de travail, les salaires de base et la réduction des échelles (il existe 19 échelles de base des salaires).

Qu'attendre de ces discussions de marchands de tapis (Guibert, le patron de la SNCF, étant d'accord globalement pour accorder les 8 %, que demandent les syndicats). Qu'attendent les syndicats ? Glaner les 0,20 % ou les 0,30 % qui porteront à 8,30 %, l'augmentation définitive ?

Un point d'acord sur la prime de vacances : elle sera antihiérarchisée, mais il faudra attendre 5 à 6 primes de vacances, donc 5 à 6 ans, pour dédommager les cheminots qui ont fait la grève en juin. Alors, qu'est-ce que tout cela veut dire ?

On parle de faire passer les horaires de 42 à 41 heures, alors que presque partout, on travaille sur la base de 45 heures par semaine.

Comment, en réduisant les horaires et le nombre des agents, peut-on rentabiliser la SNCF ? Subtile réponse que la direction n'a pas encore donnée, alors que signifie l'accord sur le papier ?

Pourquoi les syndicats pensent-ils que ce qui n'a pas pu être obtenu par la lutte pendant la grève de juin, pourrait être obtenu maintenant ?

C'est une vision absolument fausse de la négociation : on ne négocie pas tous les ans à date fixe, on négocie pour conclure une lutte, en sachant bien que les patrons ne cèdent jamais réellement que sous la pression des travailleurs. Il ne faut pas être spécialiste du tapis vert pour réussir des négociations, pour avoir du « poids » devant la direction, il faut représenter les travailleurs en lutte.

Il ne suffit pas lors de la journée nationale d'action (ou plutôt d'inaction) du 18 février, d'aller apporter à la direction de la SNCF, au ministère des Transports, des pétitions sur lesquelles on retrouve d'ailleurs, les signatures de la C.G.T., C.F.D.T. et F.O. d'une part et de l'autre, la C.G.T. et la F.A.C. (fédération autonome des cadres) syndicats de chefs et jaunes par surcroît. C'est ainsi qu'on se retrouve avec les grands chefs locaux, les briseurs de grève de toujours ; dans la même lutte, avec les mêmes objectifs. Là aussi, il faudrait balayer les fausses visions unitaires.

Les syndicats n'ont pas signé, plus par peur des élections professionnelles de la fin mars, que par intérêt de classe : on ne peut revenir devant la base avec d'aussi maigres résultats.

L'échec des dirigeants syndicaux.

Souvent on entend dire : « Ah! s'il y avait un rapport de force à la base, s'ils étaitent moins amorphes. S'ils nous soutenaient. »

En réalité, si les dirigeants syndicaux n'ont pas été soutenus par la base, si les négociations ne motivent plus les cheminots, c'est parce que, depuis longtemps, les délégués syndicaux ont perdu l'habitude (s'ils l'ont acquise un jour) d'être les représentants mandatés des travailleurs, et de n'agir que sous le contrôle permanent de l'assemblée générale. Quand ils prennent des initiatives seuls, il est normal qu'ils se retrouvent seuls.

De fait, les négociations se sont passées entre la direction et les syndicats, pas entre la direction et les cheminots.

Les cheminots n'ont pas été battus par la direction, car les cheminots n'étaient pas présents.

Les cheminots ont été magouillés par les syndicats : en juin 71, alors qu'il existait un réel rapport de force, alors que la période constituait un avantage, les syndicats ont baissé la tête devant le gouvernement, ils ont laissé la base sans autre perspective que la prime de vacances — aujourd'hui, ils se « battent » sur n'importe quoi — et ce qui est plus grave, ils ont empêché les cheminots de faire des assemblées générales autres que les leurs.

Alors pourquoi s'étonner que l'ecœurement de la fin de la grève soit aussi tenace aujourd'hui. Les syndicats ont bien peur de lancer le moindre mot d'ordre d'arrêt de travail pendant 24 heures — il serait faiblement suivi, ou bien encore plus, celui de la grève générale.

Alors, aujourd'hui, que faire ? Sur quoi se battre ?

Plus d'un cheminot meurt par jour à la S.N.C.F.
Publication du nombre d'accidents mortels, d'accidents graves qui se passent sur les voies et surtout au triage.

Démasquer l'hypocrisie des règlements de la S.N.C.F., qui font toujours rejeter la responsabilité des accidents sur les cheminots.

Refus du cumul des responsabilités qui n'est que la rentabilisation capitaliste de la S.N.C.F.

Refus de l'augmentation des rythmes de travail imposés par la direction.

Démasquer l'hypocrisie des règlements : si on ne les applique pas, l'accident est à nos frais ;

Aujourd'hui, alors que soit disant on va vers les 40 heures, à la S.N.C.F. il n'est pas rare de trouver des horaires de 43 à 45 heures. Sans compter les horaires des mécanos, parfois éloignés de leur domicile pendant 2 ou 3 jours, à cause des coupures de services imposées par la régulation. Ainsi d'ailleurs que les prises de service en 3-8, n'importe quel jour de la semaine : ce qui dérègle complètement l'organisme : maladies de l'estomac, tension nerveuse, absence de sommeil régulier,

A ceci nous répondons :
« Les 40 heures de suite, réduction des coupures, planification des horaires, décidée avec l'accord des intéressés eux-mêmes. »

« Pas de salaire inférieur à 120 F par mois. »
Aujourd'hui, un agent échelle 4 ou 5 a comme salaire de base, 820 ou 890 F par mois à quoi j'ajoutent les primes de rendements.

Ce qui fait que, si on est là depuis 20 ans, on touche 1.100 F net. Et, près de la retraite, 1.150 F à 1.200 F.

Face à la hiérarchisation, nous demandons la réduction des échelles.

Aujourd'hui, il y en a 19 - de 4 à 23 - sans compter celles des cadres « archis-superieurs ».

La déhiérarchisation des salaires doit être à l'ordre du jour.

En effet, un certain nombre de cheminots passent au conseil de discipline car il font du travail noir.

S'ils avaient de meilleurs salaires, ils ne feraient pas du travail noir, car ils ne travaillent pas par plaisir, mais par nécessité.

La retraite : certains croient que les cheminots sont avantagés de prendre leur retraite à 55 ans ; C'est certain, si on les considère par rapport à la grande majorité des travailleurs. Ce que l'on ne sait pas, c'est que l'espérance moyenne de vie est de 10 ans, pour un cheminot qui prend sa retraite à 55 ans : c'est-à-dire qu'il arrive à peine à 65 ans. Que veulent dire alors 30 ANS de cotisations à la mutuelle des cheminots.

Mais ce qui est plus grave et profondement méconnu, est que les cheminots qui entrent aujourd'hui à la S.N.C.F., sont quasiment sûr de ne pas avoir la retraite à 55 ans. En effet, par l'intermédiaire de sa politique de rentabilisation, la S.N.C.F., le gouvernement, qui veulent réduire le nombre des cheminots à 170.000, sont en train de couler la caisse de retraite des cheminots : quand il y aura trop de retraités et pas assez d'actifs, la caisse ne pourra plus payer les retraités à 55 ans. On la donnera à la sécurité sociale ou autres organismes du genre. Quand on connait la gestion des organismes tels que ceux-ci, on peut se douter alors que la retraite paisible et dorée du cheminot est une image finie. On peut alors comprendre toute l'hypocrisie du capitalisme, qui, par ses CHABAN DELMAS parle de nouvelle société, de retraites avançées etc. et qui, dans ses actes, fait tout le contraire.

Non ! à la rentabilisation capitaliste, veut dire aussi : Oui ! à une retraite décente. »

Battons-nous pour maintenir encore et abaisser l'âge de la retraite à la SNCF.

Les formes de luttes

Aujourd'hui, vu le climat, on ne peut lancer un mot d'ordre de grève totale, mais on peut, et on doit, lancer le mot d'ordre de grève du zèle.

En effet, si on respecte tous le règlement, le trafic s'arrête entièrement dans la journée, et s'écoule 5 à 6 fois moins vite, c'est un mot d'ordre qui nous permet de toucher nos salaires (donc de tenir longtemps) et qui ne permet pas à la S.N.C.F. de nous alligner.

Ceci, pour commencer, quitte à durcir vraiment le mouvement après.

Il faut même que pour certaines catégories, la grève du zèle dure toujours. Le meilleur exemple est le triage ; si on fait la manœuvre, on doit théoriquement appliquer le P9 (ceux qui l'appliquent sont foutus à la porte ou dans un autre service) la manœuvre c'est vraiment l'abbatoir. C'est là que la plupart de nos camarades de travail se fond descendre. Un exemple parmis tant d'autres : il y a 5 ans, au triage de Paris Austerlitz (donc de Paris Tolbiac à Ivry) :

Vingt et un morts en un an, dont quatre la même semaine... Parce qu'on a tacitement obligé ces camarades à ne pas respecter le P9. Si on le respectait aucun train ne partirait à l'heure indiquée. A la minute près, à la SNCF, ne veut pas dire à un mort près.

Le cadre de lutte

Pour ne pas nous faire récupérer, créons un comité de coordination, où les travailleurs syndiques, non syndiques se regrouperont, afin de pouvoir redistribuer de suite l'information pour que les AG de chaque dépot aient le plus rapidement possible tous les éléments en main pour juger de la suite de l'action à entreprendre ; quitte à créer un comité de grève après si l'action se durcit ;

Camarades Cheminots !

A la SNCF comme ailleurs, le succès de nos revendications, notre lutte contre le capitalisme passent par l'autogestion de notre propre lutte.

Le P9 est le règlement de sécurité du triage — il dit notamment que l'agent de Manœuvre, qui attache ou détache les wagons, ne doit pas être entre deux wagons s'il y en a au moins un en marche et ne doit pas descendre en marche d'un wagon. Si l'agent de manœuvre applique le P9, le sous-chef de gare responsable du triage le vide — ment, (100 % des cas), le chef de gare, fait comme si l'agent de manœuvre enfreint le règlement (100 % des cas), le chef de gare fait comme s'il n'avait rien vu.

S'il y a accident — et lésion d'une partie du corps, la S.N.C.F., dit et applique le règlement : l'infirmité n'est pas sous responsabilité S.N.C.F., mais sous celle du cheminot, et dégage toujours ainsi ses marrons du feu. Donc, pas de pension.

Groupe Cheminots Front Libertaire.

Les lads, prolétaires du cheval

Le 11 octobre 1971, des animateurs du Foyer des Apprentis-Jockeys de Maisons-Laffitte, employés par la Société des Steeple Chases de France, se mettent en grève. Avant d'exposer les motifs de la grève, situons un peu le milieu.

Le Foyer des Apprentis Jockeys de Maisons-Laffitte dépend des Œuvres Sociales de ladite société. Les usagers du Foyer se divisent en trois catégories : les internes (14-16 ans), les apprentis (16-19 ans) et les lads.

Les internes sont en Section d'Education Professionnelle ; ils suivent des cours scolaires. Le matin ils sont présents dans l'entreprise, c'est-à-dire chez l'entraîneur à raison de 35 heures par semaine et quelquefois plus (alors que leur convention d'Education professionnelle fait état de 28 heures), ce qui leur fait plus de 52 heures de travail hebdomadaire. Sous prétexte qu'ils apprennent le métier, ils ne touchent que 50 F par mois. En fait ils participent directement à la production, puisqu'au bout de très peu de temps, ils font pratiquement le même travail qu'un adulte-lad.

Les apprentis de 16-18 ans, eux, sont en partie libérés des cours scolaires. De ce fait, ils ne logent plus au Foyer, mais chez leurs entraîneurs respectifs. Ces derniers savent qu'ils peuvent attendre le maximum de « sacrifices » de ces jeunes. En effet, c'est à partir de 16 ans que l'apprenti a des chances de monter en courses. Au bout de ces sacrifices il y a la « carotte », l'illusion d'être devenu un jockey. Le fait de loger dans des chambres sans confort, au-dessus des chevaux, d'être payés 100 F ou 150 F (à 17 ans) par mois, n'a pas encore réussi à les faire douter de l'ignoble chantage des entraîneurs.

Les lads ne se font plus d'illusions. Pour eux la carrière de jockey est définitivement compromise. Le lad est payé à la journée, 40, 50 F, qu'il ait 5, 10 ou 20 ans de métier. Il est théoriquement chargé de l'entretien de trois chevaux, mais le plus souvent, cinq ou six chevaux. Les accidents sont très nombreux et parfois graves.

Il n'existe aucun organisme de défense pour ces travailleurs. Lorsqu'un lad a un problème, son seul interlocuteur se trouve être le Président du Syndicat des Entraîneurs.

Dans ce contexte, quel est le rôle des animateurs, selon la direction des Œuvres Sociales de la Société des Steeple Chases de France ? Il s'agit pour eux d'organiser les loisirs.

Depuis quelques temps déjà, plusieurs animateurs avaient commencé à mettre certaines pratiques de la direction des Œuvres sociales et des entraîneurs en question. Ils parlaient de s'organiser, le mot « syndicat » faisait son apparition. Le licenciement abusif d'un animateur a accéléré la mise en place d'une section syndicale C.F.D.T. A partir de là les événements se sont précipités. La direction a pris peur : « un syndicat aux Steeple-Chases, ça ne s'était jamais vu ! Il faut anéantir ces agitateurs au plus vite. » Le Secrétaire général des Steeples convoque au siège de la société toute l'équipe d'animation et lui fait un long discours tantôt paternaliste, tantôt démagogique, tantôt menaçant. Mais cette manœuvre grossière ne prend pas. Les revendications sont posées et resteront posées : réintégration du licencié — droit à la formation libre pour tous — repos hebdomadaire — légalité des horaires de travail.

La direction réagit et licencie deux grévistes, ce qui provoque l'intensification de la lutte. Le Comité de Grève multiplie les réunions d'information puis organise des distributions massives de tracts sur les champs de courses de Longchamp et d'Auteuil. Un appel est lancé aux organisations démocratiques qui, comme Comité de Soutien, aident financièrement les grévistes et diffusent l'information.

Ce comité appelle à une manifestation le 13 novembre 1971 à Maisons-Laffitte. 700 personnes répondent à cet appel ; les lads y participent massivement et dénoncent les entraîneurs et les sociétés de courses qui, main dans la main, exploitent impitoyablement les sous-prolétaires du cheval.

Un noyau de lads comprend alors la nécessité de s'organiser, de se regrouper pour faire face au front commun des entraîneurs et des sociétés de courses car pour faire respecter leur convention collective, il n'y a que le syndicat des entraîneurs.

Le 12 janvier 1972, à 17 h 30, le Comité de Grève occupe le Foyer des lads. Le 13 Janvier, un huissier vient constater vers 10 h 30 l'occupation des locaux.

Le Tribunal d'Instance de Versailles rend son jugement le jeudi 27 janvier ; expulsion sous 24 heures. Peu de temps après le directeur apporte aux grévistes 2 lettres de licenciement et 4 mises à pied. Les mises à pied concernent les ex-candidats aux élections de délégué du personnel et le délégué syndical, qu'il est illégal de licencier sans l'accord de l'Inspecteur des lois sociales en agriculture. Le prétexte invoqué pour la mise à pied et les licenciements : OCCUPATION DES LOCAUX.

L'Inspecteur des lois sociales, loin de partager cette cause, a cependant refusé ce prétexte : les 4 mises à pied ont été rejetées.

Le 6 février, passant outre la décision de l'Inspecteur, la direction licencie trois des grévistes précédemment mis à pied. La section syndicale est liquidée, seul reste en poste le délégué syndical.

Le Comité de Grève décidé alors une riposte. C'est la manifestation du 20 février sur l'hippodrome d'Auteuil. La charge de la garde républicaine et le matraquage des policiers provoquent l'indignation des turfistes.

A Maisons-Laffitte, l'écurie sert de chambre à coucher

PENARROYA :

« Nous vous proposons de nous organiser pour pouvoir lutter la main dans la main aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour obtenir satisfaction ».

Comment les ouvriers de Saint-Denis et de Lyon se sont organisés.

En octobre et novembre 70, les travailleurs de l'usine Penarroya, de Saint-Denis (90 % de travailleurs immigrés, en majorité de nationalité marocaine) prennent en main l'organisation de la section CGT de leur entreprise. Dans la lettre collective qu'ils ont adressé aux travailleurs des autres usines du trust, à la suite de leur grève de janvier 1971, ils écrivent :

« Avant, malgré la mauvaise situation où se trouvent les ouvriers dans l'usine de Saint-Denis, nous laissions la direction agir à sa guise. Nous ne savions pas comment nous défendre, comment rassembler notre force et nous en servir. Le syndicat des ouvriers n'était pas dans l'usine. A l'atelier de mécanique il y avait bien quelques ouvriers français qui avaient leur carte de la CGT, mais les cartes restaient dans leurs poches. La CGT des ouvriers n'était pas dans l'usine. »

Alors, durant plusieurs semaines, les ouvriers discutent entre eux dans les ateliers et les foyers pour réaliser au préalable l'accord le plus large sur la nécessité de s'organiser, sur les revendications à poser et pour choisir eux-mêmes qui sera délégué.

Durant cette période de préparation, toute publicité vers l'extérieur sur ce qui se passe dans l'usine parmi les ouvriers est considérée comme inutile, voire dangereuse. Lorsque toutes ces discussions longues et approfondies donnent lieu à un large accord parmi les ouvriers, le syndicat apparaît dans l'usine ; il est déjà une force, il regroupe dès son apparition la grande majorité des ouvriers sur la base d'un accord conclu entre eux par deux mois de discussion. Le patron ne peut plus l'empêcher de naître par les moyens de pression habituels ; 80 % des ouvriers sont d'ores et déjà syndiqués.

Des élections pour les délégués du personnel sont provoquées. Les candidats choisis depuis longtemps par les ouvriers sont présentés (un ouvrier marocain, un ouvrier algérien, un ouvrier sénégalais, un ouvrier français). Le patron refuse d'abord deux candidatures sur quatre, sous prétexte que ces travailleurs ne répondent pas aux stipulations de la loi sur les délégués du personnel. La section tient bon. La liste est constituée en bloc, c'est à prendre ou à laisser. Le patron cède, les élections ont lieu. Le mois suivant, les ouvriers déposent un cahier de revendications qui est rejeté. Le 20 janvier 1971, ils se mettent en grève illimitée pour un franc d'augmentation de l'heure et de meilleures conditions de travail. L'occupation de l'usine est massive, elle se fait à effectif quasi complet en trois huit. Après dix-sept jours, le patron cède une augmentation de 50 centimes de l'heure et des améliorations sensibles sur les conditions de travail.

C'est en juin 71 que les travailleurs de l'usine Penarroya de Lyon-Gerland, en liaison avec ceux de Saint-Denis, constituent à leur tour leur section syndicale. Dans leur lettre collective du 8 janvier 1972 aux travailleurs des autres usines du trust, ils expliquent comment ils l'ont constituée :

« Pendant plusieurs semaines, nous avons discuté entre nous dans les ateliers pour établir notre cahier de revendications et pour choisir les ouvriers qui seraient nos délégués.

« Quand une cinquantaine d'ouvriers ont été d'accord, nous avons constitué notre section syndicale. Aussitôt après, d'autres ouvriers encore ont pris la carte syndicale. »

Comme à Saint-Denis, dans cette période d'organisation, toute publicité est considérée comme inutile, voire dangereuse. Comme le dit un travailleur : « Avant de donner un coup de cornes, il faut d'abord que les cornes poussent ».

Une section C.F.D.T. est ainsi constituée, suivant la même pratique que celle qui a permis la constitution de la section C.G.T. à Saint-Denis ; elle regroupe 80 % des ouvriers et a fait élire les délégués choisis par les ouvriers, tous immigrés, y compris deux d'entre eux dont la candidature avait d'abord été refusée, parce qu'elles ne répondait pas exactement aux stipulations de la loi.

Comment les liaisons directes se sont développées entre les travailleurs de Penarroya, Saint-Denis Lyon et Escaudœuvres.

Lors de leur grève de janvier 71, la nécessité d'établir des liaisons avec les autres entreprises du trust Penarroya apparaît clairement aux ouvriers de Saint-Denis. Leur idée est que les ouvriers des autres usines du trust — en particulier celles qui font le même travail que le leur, la récupération du plomb et autres métaux non ferreux — devraient lutter ensemble pour disposer d'une force plus grande.

Les travailleurs de Saint-Denis s'adressent alors aux « Cahiers de Mai », parce que qu'ils avaient appris que, dans les « Cahiers » avait été publié un texte collectif des mineurs de la mine Penarroya de Largentière, suite à leur grève.

Les « Cahiers de Mai » leur proposent de rédiger une lettre collective aux ouvriers des autres usines du trust Pennarroya. Cette lettre a été élaborée au cours d'une réunion d'une quinzaine d'ouvriers de l'usine, et son texte définitif a été établi après discussion dans les ateliers. Elle exprime le point de vue unanime, des ouvriers de l'usine, y compris bien entendu des quatre délégués du personnel. Dans cette lettre, ils expliquent comment ils se sont organisés, comment ils ont fait grève, et proposent de coordonner à l'avenir les luttes qui pourraient avoir lieu.

Cette lettre a été publiée dans les « Cahiers de Mai » (n° 28, mars 71) et diffusée sous forme de tract bilingue, arabe et français, dans plusieurs usines du trust et notamment à Lyon et à Escaudœuvre.

Voici ce que disent, dans leur lettre du 8 janvier 72, les ouvriers de Lyon :

« Au printemps dernier, nous avons bien reçu la lettre collective des ouvriers de l'usine Penarroya de Saint-Denis, Nous avons discuté des idées et des propositions contenues dans cette lettre.

Nous avons pensé que nous devions nous organiser, comme les ouvriers de l'usine de Saint-Denis, pour mener la lutte la main dans la main avec les ouvriers des autres usines du trust Penarroya.

Pour nous aider, nous avons demandé aux ouvriers de l'usine de Saint-Denis de venir nous visiter à Lyon pour discuter ensemble de la meilleure façon de nous organiser pour lutter la main dans la main. »

Au cours de ces derniers mois, des ouvriers de Saint-Denis, au nom de leurs camarades de travail, se sont rendus à plusieurs reprises à Lyon. C'est grâce à cette liaison et ces échanges directs qu'une section syndicale a pu se constituer à Lyon selon la même pratique qu'à Saint-Denis, alors qu'à plusieurs reprises, ces dernières années, les syndicats avaient tenté sans succès de syndiquer les travailleurs de Penarroya en leur distribuant un tract à la porte de l'usine.

C'est en octobre 71 que la lettre collective des ouvriers de Saint-Denis a été distribuée aux ouvriers de l'usine Penarroya d'Escaudœuvres (Nord), et les liaisons ont pu alors se poursuivre au niveau des trois usines.

Les discussions entre les ouvriers d'Ecaudœuvres, de Lyon et de Saint-Denis ont porté sur l'élaboration d'un cahier de revendications commun. Dans chaque usine, les travailleurs ont discuté, atelier par atelier, des revendications à poser au sujet des salaires, des conditions de travail, des problèmes de santé et de logement.

A deux reprises, au cours du mois de décembre, des ouvriers des trois usines se sont réunis, ont confronté leurs revendications, et ont convenu qu'ils demanderaient tous un franc de l'heure et la publication des ananlyses de sang ; pour le reste, chaque usine, en fonction de sa situation particulière, joindrait à ces revendications communes, ses propres revendications. Ils ont décidé de déposer le même jour les trois cahiers de revendications et de lutter ensemble pour obtenir satisfaction.

Les trois cahiers ont été déposés le 27 décembre, et la direction a aussitôt lâché quelques augmentations en avantageant Escaudœuvres et Lyon par rapport à Saint-Denis, et certaines catégories par rapport à d'autres. C'est bien l'attitude que les travailleurs avaient prévu : comme la direction sent que la force des travailleurs est dans leur unité, elle cherche à les diviser.

Les ouvriers de l'usine Penarroya, de Lyon, terminèrent leur lettre du 8 janvier 1972 par :

« Nous vous proposons de préparer la lutte sans perdre une minute. Mais nous vous proposons de choisir ensemble le meilleur moment pour cette lutte. Nous vous proposons d'organiser la liaison entre les trois usines pour que, pendant la lutte, les ouvriers connaissent tous les jours la situation à Lyon, Escaudœuvres et Saint-Denis, et puissent décider tous ensemble de ce qu'il faut faire.

« Nous vous proposons de nous organiser pour pouvoir lutter la main dans la main aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour obtenir satisfaction.

« Voilà les idées des ouvriers de l'usine Penarroya de Lyon. Nous les avons discuté entre nous et nous sommes tous d'accord. »

Autogestion des Luttes

Des conditions de travail pénibles et malsaines, des salaires très bas

Les ouvriers qui travaillent dans les usines Penarroya de Saint-Denis, Lyon et Escaudœuvres sont à 95 % des travailleurs immigrés.

Les ouvriers français qui travaillent dans ces usines sont dans les services d'entretien.

80 % environ des ouvriers immigrés sont originaires du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie. Penarroya emploie aussi quelques Antillais, Maliens, Sénégalais, et des Portugais (à Escaudœuvres) et des Italiens à (Lyon). Dans la quasi-totalité des cas, Portugais et Italiens sont ouvriers professionnels et beaucoup ont des fonctions de chefs d'équipe.

De l'avis de tous les ouvriers, le travail est très pénible.

La récupération du plomb se fait principalement à partir de plaques de vieilles batteries. Il faut briser les enveloppes en bakélite, charger les fours, fondre le plomb, rectifier sa composition, faire des lingots, les transporter, et les empiler.

Avant d'être chargées dans les fours, certaines vieilles matières doivent aussi être broyées.

Si ces activités exigent une « technologie de pointe », comme l'affirment les plaquettes éditées par Penarroya à l'usage du public, les ouvriers constatent pour leur part que le matériel utilisé pour la plupart de ces opérations est archaïque.

Dans la lettre collective qu'ils ont adressée le 8 janvier 72 aux ouvriers des autres usines Penarroya, les ouvriers de l'usine de Lyon disent :

« Le travail est très pénible parce que le matériel est très limité et très vieux. Nous travaillons comme autrefois, tout à la main. Il faut charger dans les fours des pièces et des paquets qui pèsent jusqu'à 70 kilos. »

Pour le broyage dans cette usine, par exemple, chaque ouvrier doit charger 10 tonnes par jour à la pelle, dans un bruit assourdissant et une poussière épaisse qui rendent le travail plus pénible encore.

Au four de l'atelier de plomb, trois ouvriers sortent 25 tonnes en huit heures. Les lingots, qui devraient refroidir pendant deux heures avant d'être manipulés, sont empilés encore chauds par deux ouvriers qui accomplissent un travail effectué il y a quelques années par cinq ouvriers.

Auprès du four, la chaleur est si forte que les visières de protection fournies par la direction se déforment. Ce poste de travail est particulièremen pénible parce qu'il est impossible de s'arrêter un moment, même pour aller boire. Le casse-croute est pris à la sauvette derrière le four — ce qui est particulièrement contraire aux règles d'hygiène concernant le plomb.

Aux fours, tous les ouvriers ont été victimes, une fois ou l'autre, de brûlures sur toutes les parties du corps. Les poignets sont particulièrement atteints car, dans l'usine de Lyon, les vêtements de travail fournis aux ouvriers ont des manches trop courtes et tout mouvement en avant des mains expose les poignets aux projections. Les brodequins aussi ne permettent pas de protéger les jambes.

L'accident mortel qui s'est produit dans cette usine met en lumière les conditions de travail que subissent les ouvriers employés par Penarroya.

Dans leur lettre collective du 8 janvier 72, les ouvriers de l'usine de Lyon expliquent :

« Mais nous devons vous prévenir que le 19 décembre un accident mortel a eu lieu dans l'usine de Lyon. A l'atelier du plomb, notre frère Salem a été écrasé par le couvercle du four, à la suite de la rupture d'une chaîne de palan trop faible.

Le patron a essayé de cacher les causes de l'accident. Il a donné l'ordre à deux ouvriers de cacher la chaîne cassée et de la remplacer par une chaîne en bon état. Il a fait asseoir tous les ouvriers et leur a dit : « Si quelqu'un demande ce qui est arrivé à Salem, vous dites que vous étiez chacun à votre travail et que vous n'avez rien vu ».

Quand les inspecteurs de la police se présentent, ils s'adressent d'abord au chef d'équipe qui explique tout simplement que les ouvriers soulevaient le couvercle du four et qu'il est retombé. Ensuite la police interroge les quatre ouvriers qui ont participé à la manœuvre. La police voit la chaîne qui n'est pas cassée. C'est alors que l'un des ouvriers se décide à montrer à la police la chaîne camouflée... et, quoi qu'il puisse lui en coûter, à cause de la mort de Salem, il se met à raconter, devant le directeur, les chefs et les ouvriers, toute la vérité sur cette affaire.

Pour protester contre ces mauvaises conditions de travail qui ont provoqué la mort de notre frère Salem, nous avons fait six heures de grève. Dans d'autres usines du quartier de nombreux ouvriers ont approuvé notre action. »

Le dossier médical de l'ouvrier Mohamed Salem, tel qu'il figure dans les archives de la Sécurité Sociale, comporte les arrêts de travail suivants dans l'usine Penarroya, pour les années :

— 10-12-57 : douleurs de l'abdomen dues au portage de poids excessifs, 27 jours d'incapacité de travail.

— 16-11-59 : corps étranger dans l'œil gauche, 11 jours d'incapacité de travail.

— 26-5-63 : brûlures d'un membre supérieur, 44 jours d'incapacité de travail.

— 22-4-67 : corps étranger dans l'œil droit, 11 jours d'incapacité de travail.

— 7-6-68 : plaie de main droite (coincée), 10 jours d'incapacité de travail.

— 8-12-69 brûlure de la cheville gauche, 29 jours d'incapacité de travail.

A l'usine d'Escaudœuvres, les conditions de travail sont également très pénibles.

A l'atelier où sont cassées les vieilles batteries à la hache, le chauffage est assuré par un unique poêle et un ouvrier doit casser 75 batteries par jour.

Aux fours, il n'y a pas de ventilateurs d'évacuation.

A l'usine de Saint-Denis, si les ouvriers ont obtenu de sensibles améliorations à la suite de la grève de l'an dernier, le travail demeure très pénible et malsain.

Quant aux salaires, ils sont particulièrement bas dans les trois usines. Ils vont en moyenne de 850 F par mois (pour un manœuvre) à 1.100 F par mois (pour un OS 2) pour 45 heures en moyenne effectuées en 3/8.

Les ouvriers immigrés sont généralement embauchés comme manœuvres et deviennent OS 1 au bout de deux à trois années dans l'usine. A leur arrivée, ils ne reçoivent aucune formation professionnelle et sont affectés directement au poste de travail où il y a besoin de quelqu'un.

Etre payé comme manœuvre, OS 1 ou OS 2 ne correspond pas à une qualification précise. C'est acquis essentiellement à l'ancienneté.

A l'usine de Lyon, en particulier, un ouvrier peut être changé de poste à tout moment du temps de travail. Il peut passer au cours d'une même journée, d'un travail à la pelle, à la conduite d'un fenwick.

Un chef de four arabe est OS 2 (alors qu'un ouvrier européen à ce même poste est P 1).

Dans cette usine, la répartition catégorielle est la suivante : 50 manœuvres, 45 OS 1 ou OS 2... et 3 P 1.

Manifestation contre l'armée à Bordeaux

Six cents personnes ont défilé dans les rues de Bordeaux, le jeudi 27 janvier, pour manifester leur refus de l'armée et exprimer leur soutien aux objecteurs, insoumis et déserteurs actuellement emprisonnés.

Par son caractère non-violent, la manifestation a été bien accueillie par la population et a suscité un vif intérêt tout au long du parcours.

Le statut des objecteurs a été largement diffusé et des livrets militaires ont été brûlés sur la place Saint-Projet.

Les manifestants ont protesté contre l'armée :

- **qui brise les grèves**
- **qui envahit le Larzac**
- **qui embrigade la jeunesse**
- **qui dilapide le budget national**
- **qui soutient l'Etat dans ses ventes d'armes aux dictatures (Espagne, Grèce, Afrique du Sud)**
- **qui soutient la dictature de Toumbalbaye au Tchad**
- **qui soutient le néo-colonialisme.**

Des accusations publiques ont été prononcées contre Massu et Débré. La manifestation s'est terminée par un appel à l'objection de conscience, à l'insoumission et à la désertion.

Après cette action, le Comité Bordelais de Soutien aux objecteurs et le Groupe de Recherche et d'Action non-violente comptent intensifier l'information et la lutte contre toutes les violences et les répressions du pouvoir capitaliset et de l'armée en particulier.

Israël : Objection à l'armée du capital

ISRAEL : OBjection à l'armée du capital . . . .
En août 1971, pour la première fois en Israël depuis la création de l'Etat, quatre jeunes Israéliens déclarent publiquement leur refus de s'engager dans l'armée. C'est ainsi qu'ils envoient une lettre au ministre de la défense, M. Dayan, dans laquelle ils déclarent notamment :

« Nous refusons de servir dans une armée d'occupation. Nous ne sommes pas nés pour devenir des oppresseurs. Nous refusons d'infliger à d'autres gens ce qui a été infligé à nos parents et grands-parents. Nous sommes conscients du fait que les mass-media en Israël sont sous le contrôle du gouvernement et que nous ne sommes que quatre qui refusons de recevoir les ordres d'un gouvernement qui, pour nous, ne représente rien. »

Les signataires : REOWEN LASSMAN
DOV GUL
GYORA NEUMANN
IRIT YAAIDR (miss)

Cette lettre avait provoqué, dans la presse et le public, de nombreuses réactions, toutes négatives, à l'exception du groupe Matzpen (regroupant des trotskistes et des libertaires ; les deux parties ont scissionné dernièrement), dont deux des signataires sont membres. Ainsi, à titre d'exemple, le journal « Hadam Haze », d'Uri Aimery, représentant la seule opposition libérale au régime, à l'instar des autres journaux, les décrète comme des « peureux » et des « traitres » et que le père de Dov Gul se sent gêné de traverser la rue, aujourd'hui, à cause des voisins, et qu'il considère cet acte comme une calamité plus grande que si son fils était mort. Il faut faire remarquer que la presse, dans sa totalité, a refusé de s'attacher à la signification politique de l'acte et s'est cantonné dans le domaine du dénigrement.

Depuis, les événements se sont succédé : Dov Gul, après de fortes pressions, fut incorporé dans l'armée, dans un unité non combattante.

Réowen Lassman (fut arrêté secrètement le 5 septembre 1971 et, après un procès militaire, condamné à 35 jours de prison qu'il purgea. Puis, après cela, dans un état physique et psychique lamentable, il fut incorporé.

Giora Neumann, quant à lui, en est à sa deuxième peine de 35 jours, c'est-à-dire qu'il a déjà purgé 70 jours de prison, et il doit être jugé dans les deux jours à venir à l'expiration de cette date.

Il a déclaré qu'il continuerait sa lutte jusqu'à ce qu'on le juge sur des bases politiques et qu'on le libère de l'armée.

Irit Yaaidr, quant à elle, elle a été arrêtée, il y a deux semaines et condamnée à 15 jours de prison.

Depuis quelques mois déjà le groupe Matzpen — et lui seul — a soutenu leur action par des distributions de tracts, un meeting à l'Université de Tel Aviv, qui ne comptait que quelques participants, et trois manifestations, dont la dernière en date il y a vingt jours, devant la prison militaire ou est emprisonné Gyora Neumann avec des slogans tels que :

« LIBEREZ GYORA »
« A BAS LA REPRESSION »
« CELUI QUI REFUSE D'OPPRIMER NE SERA PAS OPPRESSE »

Cette action a, malgré sa faible emprise sur les masses, donné des résultats indéniables.

Tout d'abord cela a permis d'apprendre qu'il existait dans les prisons militaires israéliennes des gens emprisonnés qui refusaient de servir l'armée, et dont les cas n'étaient pas connus du public.

De plus, cela a permis de poser, parmi la jeunesse israélienne, la question du rôle de l'armée comme instrument d'oppression au service du régime **envers les Arabes et la classe ouvrière israélienne.**

Manifestation en soutien aux objecteurs.

Le P. C. F., la démocratie et l'internationalisme

LE PCF, la démocratie et l'internationalisme

Le 16 février 1972, le Front Portugais de Libération (F.P.L.) dont le siège est à Lisbonne, voulant se faire représenter et participer à la manifestation en faveur des peuples d'Indochine et contre l'intervention américaine, comme il l'a déjà fait plusieurs fois, avait détaché deux groupes de participants : un qui s'incorporerait au cortège ; un autre qui manifesterait et diffuserait la presse de la Résistance portugaise au fascisme, tout au long du cortège, sur les trottoirs, allant de la place de la République à la Bastille, à Paris.

Or, lorsqu'un groupe de délégués militants ouvriers du F.P.L. marchait sur le trottoir, le service d'ordre du PCF (Parti Communiste Français) l'a empêché, par la violence, de poursuivre le chemin, ne voulant pas ni s'expliquer ni écouter la raison. Comme explication : « Ce n'est pas la première fois qu'on vous chasse, dans la rue ! Vous n'avez qu'à aller chez vous, faire la pagaille ! »

(En effet, le service d'ordre du P.C.F. a déjà agressé quatre fois nos militants dans la voie publique ou à la sortie de meetings, en 1969 et 1970, sous prétexte que le seul mouvement représentatif du Portugal était le PCP et que nous n'avions pas le droit de faire des journaux anti-fascistes !)

Les délégués du F.P.L. ont participé dans le défilé du 13 février, intégrés dans le mouvement français « Front de Solidarité Indochine ».

Le Front Portugais de Libération proteste, avec véhémence et répulsion contre cet attentat, à caractère raciste et fasciste, du service d'ordre du PCF, qui, voulant se substituer aux lois de la nation française, veut faire sa loi sur la voie publique et qui, du fait, nous démontre quelle serait le genre de sa démocratie socialiste s'il était au pouvoir !

Nous espérons que les éléments vraiment socialistes et démocrates nous soutiendront, comme ils le font depuis toujours, contre cette agression aussi injuste que stupide. Et nous poursuivrons notre lutte, que cela plaise ou non, au PCF ou au PCP. Pour le vrai socialisme et la véritable démocratie.

Délégation du FPL à Paris.

TROIS MILITANTS GRECS DEVANT LE TRIBUNAL MILITAIRE

Le 20 octobre 1971, trois membres de l'organisation « Mouvement du 20 Octobre » ont été arrêtés par la police grecque, à la suite d'une tentative de faire sauter la centrale électrique située à proximité et qui alimente l'Hôtel Hilton où séjournait le vice-président des E.U., Spiro Agnew.

Les trois militants : Manios Nikos, étudiant en médecine ; Sayias Georges, étudiant en Sciences ; Chrysssanthopoulos Nios, étudiant en agro, ainsi que leur camarade Manolakis Apostolos, ont été jetés, pendant un mois, dans les locaux infects de la Sûreté Générale d'Athènes, après quoi ils ont été transportés dans les prisons de Korydallos.

Nikos Chryssanthopoulos, à cause de son « traitement » de la part de la police, a été trouvé à l'hôpital militaire, parce que, d'après la déclaration de la police, « atteint d'une tuberculose ». Manios et Sayias ont fait des déclarations où sont décrites les tortures qu'ils ont subies.

Le juge d'instruction leur attribue presque tous les coups dynamiques qui ont eu lieu à Athènes durant les deux dernières années. Il présume également qu'ils sont les auteurs de l'explosion qui, en 1971, a causé la mort d'un policier quand celui-ci a essayé d'amotir la bombe placée à la statue de Troumann, à Athènes. Pourtant il est absolument certain que ce coup n'est pas une action du Mouvement du 20 octobre.

Au cas où ces trois militants comparaissent devant la cour militaire, sous l'inculpation ci-dessus, ils risquent fortement d'être condamnés à mort. Et, si la junte n'ose pas faire exécuter un tel verdict, comme ce fut le cas de Alecos Panagoulis, l'auteur de la tentative d'homicide de Papadopoulos, les trois militants vont mourir d'une mort lente, sous des conditions inhumaines, pareilles à celles sous lesquelles se trouve actuellement Panagoulis.

Seule une mobilisation en Grèce et à l'extérieur aurait pu sauver ces trois militants et leurs amis. Cette mobilisation n'a pas un sens humaniste ou philantropique. Elle a des raisons purement politiques : chaque défaite du fascisme en Grèce éloigne en même temps le danger, si clair actuellement, du choléra fasciste qui pèse sur toute l'Europe.

Le 20 octobre 1971, j'ai été arrêté chez un ami par six ou sept hommes de la Sûreté qui nous ont conduits à la Sous-Direction de la Sûreté d'Athènes, rue Mesoghion.

On m'a conduit dans le bureau du commissaire Carapanayotis. On m'a demandé ce que je savais sur le « Mouvement du 20 octobre ». Comme je refusai de répondre, le commissaire Carapanayotis s'est mis à me frapper avec les mains. Ensuite quelqu'un d'autre m'a battu avec un fil de fer double et épais ; ils étaient assez nombreux dans le bureau et ils se sont mis à m'injurier et à me frapper tous ensemble : l'un m'envoyait des coups de pied, l'autre me marchait sur les orteils avec ses talons de chaussures, un troisième m'attrapait par les cheveux et m'envoyait la tête contre le mur. Ensuite ils m'ont jeté à terre et m'ont roué de coups de pieds. Quelqu'un me marchait sur les mains et sur les épaules en appuyant très fort du talon. Quand je me suis relevé Carapanayotis est revenu sur moi. Il tenait quelque chose qui ressemblait à une matraque et qui était enroulé de fil de fer. Quand il s'est mis à me l'appuyer dessus, j'ai compris que c'était du courant électrique. Comme je refusais toujours de répondre à leurs questions, ils m'ont passé les menottes et m'ont descendu au sous-sol. Ils étaient six ou sept ; le sous-commissaire Gravaritis était à leur tête. Ils m'ont forcé à me deshabiller complètement, m'ont attaché de telle sorte le long d'un banc que je ne pouvais plus bouger et m'ont recouvert les yeux. Ils se sont mis à me frapper avec un tuyau à la plante des pieds et sur les organes génitaux. En même temps, celui qui m'obligeait à fermer les yeux m'enfonçait profondément ses pouces dans les orbites. Quand ils m'ont fait remonter, j'étais incapable de me tenir debout, ils devaient constamment me soutenir. Ils m'ont mis dans une cellule. Pendant trois ou quatre jours, on m'a conduit plusieurs fois dans le bureau de Carapanayotis et ça recommençait. Heureusement ils ne m'ont plus descendu au sous-sol. Parmi mes tortionnaires il y avait le commissaire Smaïlis. Je n'ai pas pu connaître le nom des autres.

Georges SAYAS,
étudiant en Sciences.

Lycée Espagnol : la lutte est la même à Paris et à Madrid

Lycée espagnol de Neuilly : lycée dépendant de l'ambassade d'Espagne où des enfants de travailleurs espagnols et de jeunes travailleurs espagnols vont suivre des cours dans leur langue.

Jeudi 27 janvier, les élèves du lycée espagnol de Neuilly se mettent en grève et occupent leur lycée. Ils réclament de meilleures conditions d'études : un gymnase, des douches, une cantine, des W.C. décents. Ceci pour les revendications matérielles.

Mais ils vont plus loin : ils s'insurgent contre l'embrigadement idéologique dont ils sont l'objet de la part des autorités franquistes du lycée ; ils réclament que cesse la censure politique sur la bibliothèque et exigent que les cours d'enseignement religieux et politique où est diffusée l'idéologie nationale syndicaliste du franquisme soient facultatifs, rejoignant ainsi la lutte de leurs camarades français contre l'enseignement de classe.

Très vite la répression s'abat sur eux : solidaire du régime franquiste, le gouvernement français fait cerner le lycée par ses C.R.S. pour isoler les grévistes qui l'occupent ; puis, à la demande de l'ambassade, la police de Marcellin pénètre dans le lycée (pourtant territoire espagnol) et en chasse les lycéens. La direction du lycée menace d'exclure dix-sept élèves qui sont tous fils de travailleurs espagnols résidant en France.

Face à la répression, la solidarité s'organise :

— 4 février : meeting des lycéens parisiens au lycée Balzac, meeting interdit par le rectorat.

— 11 février : diverses organisations se réclamant de la classe ouvrière (U.L. - C.F.D.T.) Levallois ; comités de soutien lycéen ; Ligue Communiste ; P.S.U. ; O.R.A.-F.L.) tiennent un meeting à la Bourse du Travail de Levallois (la C.G.T. a fait savoir qu'elle soutenait les lycéens, mais décline l'invitation à participer au meeting).

Devant la résolution des lycéens espagnols et la solidarité dont ils sont l'objet, l'administration franquiste recule ; un inspecteur général du ministère espagnol, venu de Madrid, annonce que les revendications d'ordre matériel seront satisfaites, que la liberté de réunion « serait » assurée, et, surtout, qu'aucun élève ne sera exclu. Mais les lycéens sont bien décidés à poursuivre leur action pour que cesse l'embrigadement idéologique franquiste ; ils savent aussi qu'ils peuvent compter sur une solidarité effective face à l'administration.

Que signifie cette lutte ?

Ce n'est pas par hasard si les élèves de ce lycée ont pris conscience de ce qu'est le régime franquiste ; ce mouvement correspond à une nouvelle étape que vient de franchir le mouvement ouvrier espagnol, par sa prise de conscience, par la radicalisation de ses luttes après le procès de Burgos, comme en Catalogne, par ses tentatives d'organisation ; il correspond aussi à une nouvelle montée des luttes étudiantes en Espagne.

De plus, cette lutte touche directement tous les travailleurs immigrés, qu'ils soient espagnols, portugais, arabes... ; cette lutte rejoint la lutte de la classe ouvrière dans son ensemble, des travailleurs espagnols comme des travailleurs français. Rien d'étonnant donc à la collusion des polices et des Etats espagnols et français. Car, nous l'avons vu plus haut, si leur lutte porte sur des revendications matérielles, n'oublions pas qu'il y a des revendications inadmissibles pour le gouvernement espagnol, elles remettent en cause le régime fasciste de Franco lui-même ; elles remettent en cause la société de classes.

Dans cette lutte, c'est la solidarité de classe qui s'est manifestée face à la collusion des bourgeoisies solidaires.

Nous ne devons cependant pas nous leurrer, la victoire des lycéens n'est qu'apparente, L'administration a compris que devant la solidarité développée par l'ensemble des organisations ouvrières révolutionnaires, une exclusion relancerait la campagne d'appui et d'information sur le lycée.

Devant ce fait, l'administration fasciste a fait mine d'accepter les revendications dans le but de calmer les esprits dans un premier temps et de réprimer en douce lorsque tout serait rentré dans la normalité.

Les camarades espagnols ne sont pas dupes, ils savent que la condition essentielle, pour parer à cette répression, est d'entreprendre un travail d'explication politique auprès des élèves pour entretenir une mobilisation permatente.

Dans ce but, un comité de lutte s'est créé au lycée de Neuilly, qui permettra la coordination et la discussion de toutes les formes de lutte contre le pouvoir franquiste.

Cette lutte, qui rejoint celle des lycéens français contre l'embrigadement idéologique et l'école-caserne, rentre dans le cadre du combat que les militants ouvriers et révolutionnaires livrent quotidiennement au capitalisme international.

P.S. — Nous venons d'apprendre que l'administration commence à faire marche arrière en ce qui concerne les revendications portant sur la non-obligation des cours de religion et sur la salle de réunion qu'elle avait promis aux élèves (y seraient tolérés les jeux de cartes, mais pas les discussions politiques). La lutte continue.

Julian Millan condamné à 23 ans de prison

Comme nous l'annoncions dans *FL*, n° 14, notre camarade Millan, militant ouvrier libertaire, est passé, le 11 février, devant le tribunal de juridiction militaire franquiste. Rebull, une fois de plus, a frappé fort. D'autant plus fort qu'il faut sécuriser la bourgeoisie qui s'inquiète voyant partout Grenade, Oviedo, Madrid, Valence, Barcelone, le peuple espagnol lutter contre le fascisme et pour sa libération...

Ceux qui doutaient du caractère fasciste de l'Etat espagnol peuvent voir, une fois de plus, le vrai visage du franquisme.

Après quatre ans de torture, afin de le faire avouer, Rebull a condamné notre camarade à vingt-trois ans de prison !

Cette sentence a démontré elle-même, sans le vouloir, l'innocence de Julio Millan ; car on ne s'explique pas autrement que le tribunal ne l'aie pas condamné à mort.

On sait que Franco a l'habitude de tuer tous ceux qui sont soupçonnés d'avoir utilisé des explosifs. Condamner Millan à vingt-trois ans de prison est la preuve irréfutable de sa non-culpabilité (n'oublions pas que Millan est accusé d'avoir déposé une bombe dans un avion, bombe qui, d'ailleurs, n'a jamais existé). Néanmoins, acquitter un accusé, en Espagne, après quatre ans de prison préventive, reviendrait à reconnaître que la justice s'est trompée, et çà le franquisme ne saurait le tolérer.

Millan : une autre victime du fascisme espagnol qui moisit en prison non pour les faits qui lui sont imputés, mais parce qu'il est militant révolutionnaire.

Franco, se sentant menacé par le remontée des luttes ouvrières et étudiantes qui fait trembler l'hégémonie de la classe dominante en Espagne, frappe toujours aussi fort, essayant ainsi de briser ces luttes que la classe ouvrière engage de plus en plus violemment contre le fascisme, pour la liberté.

A bas le fascisme !
Solidarité avec toutes les victimes du franquisme !
Vive la lutte du peuple espagnol !

Nouveaux crimes impérialistes à St-Domingue

« Jamais nous ne nous livrerons à ceux qui ont, avec tant de froideur et de lâcheté, fauché la vie d'un si grand nombre de nos frères. »

C'est par ces paroles qu'Amaury German Aristy, militant révolutionnaire dominicain, a terminé sa dernière déclaration publique, le 1er décembre 1971.

Depuis avril 1965, la population dominicaine subit une répression sanglante et systématique menée par l'action conjuguée de la C.I.A., des sbires balaguéristes et de la "banda" (commando terroriste d'extrême-droite). En avril 1965, plus de 42.000 marines débarquèrent dans l'île afin de soutenir le général Wessin y Wessin. Ce général trujilliste tentait d'écraser la révolte d'un groupe de jeunes officiers et sous-officiers libéraux menés par le colonnel Caamano. Ceux-ci, après avoir renversé le gouvernement fantoche de Reid Cabral, avaient déclaré le rétablissement de la Constitution démocratique élaborée pendant la présidence de Juan Bosch (leader du « Parti Révolutionnaire Dominicain ») en 1963. Face à cette agression impérialiste yankee, le peuple dominicain riposta héroïquement, les armes à la main, et tint bon jusqu'au mois de septembre. C'est au prix du massacre de milliers d'hommes que Balaguer, ancien bras droit du sanglant dictateur Trujillo, s'empara du pouvoir. Avec lui la classe possédante dominicaine à la solde de l'impérialisme yankee, récupérait ses privilèges. Depuis 1966 règne dans le pays un climat politique extrêmement tendu : d'un côté, la bourgeoisie se maintient au pouvoir grâce au système répressif qu'elle a mis en place (militaires et policiers surveillent constamment la population) ; de l'autre, le peuple dominicain, fort de son expérience de 1965, harcèle quotidiennement le pouvoir chancelant de Balaguer. Au cours de cette lutte héroïque, de nombreux militants révolutionnaires sont tombés durant ces dernières années.

Le 12 janvier 1972, la C.I.A., par l'intermédiaire de ses sbires balaguéristes, commandés par l'assassin du peuple, le général Neit Rafael Nivar Seijas, chef de la police, commet un nouveau crime : elle assassine avec sauvagerie et lâcheté quatre valeureux combattants révolutionnaires : **Amaury** German Aristy, **Virgilio** Eugenio Perdomo, **Ulises** Ceron Polanco et **Bienvenido** Leal.

Ceux-ci sont encerclés par 2.500 soldats et policiers armés de tanks, d'hélicoptères, d'avions provenant des bases U.S. de Porto-Rico, bref de tout l'arsenal militaire.

Ces camarades sont abattus après seize heures de combats ininterrompus où ils tuèrent une douzaine de soldats et en blessèrent grièvement plusieurs autres. Le lendemain du massacre, malgré le quadrillage militaire et policier, la population se soulève : attentat à la bombe, deux policiers abattus, manifestation de plusieurs milliers de personnes.

L'exemple que ces quatre révolutionnaires ont donné est un pas dans la lutte anti-impérialiste de Saint-Domingue et du monde entier. Comme l'a dit la mère de Amaury et comme l'a démontré le peuple dominicain : « leur lutte ne sera pas vaine ».

URUGUAY. — Actuellement, deux camarades de la F.A.U. sont détenus au camp de concentration « kilomètre 13-Camino Maldonado » : il s'agit de Gerardo Gatti, ouvrier des arts graphiques, et de Hugo Cores, responsable du Syndicat des employés de banque. Le 10 novembre 71, 15.000 employés de banque déclenchaient une grève de 24 heures pour exiger la libération de nos camarades. Nos camarades interviennent également dans la lutte armée avec les « Tupamaros », les groupes du F.A.R.O (Frente Anarquista de Resistencia Oriental) et le groupe O.R.A.33 dissident des Tupas.

IMPOT D'ETAT, IMPOT DE CLASSE

Décidément, l'ordre pompidolien ne s'arrête plus. Si Rives-Henry et l'ex-député U.D.R. Roullant ont servi à ternir l'image de marque du gouvernement en le mouillant dans les fameux scandales immobiliers, ce ne serait pas au pouvoir corrompu qu'il faudrait s'en prendre, mais aux communistes et autres gauchistes qui ont ourdi un complot visant la légalité de l'ordre républicain.

Ils sont bien vilains, ces gens-là, à force de fouiller dans les affaires du gouvernement, ils découvrent des choses qui font du mal.

Tel est le contenu des interventions de Tomasini, Chaban et autres « serviteurs » du peuple français.

Que, pendant trois ans, Chaban ne verse pas un rond, qu'il ne paie pas d'impôt sur un salaire royal, alors que des milliers de retraités, des chômeurs, des ouvriers en paient, ayant du mal à survivre, tout cela n'est pas anormal aux yeux du gouvernement. Ce qui est anormal et condamnable c'est que, du jour au lendemain, cela se sache, informant ainsi la population sur l'état de corruption et de pourriture de la classe dirigeante et de ses sbires.

Si le gouvernement crie : « Au complot ! » c'est parce qu'il se sent menacé lors des prochaines élections. En effet, le P.C.F. et le P.S. n'ont pas hésité à sauter sur cette affaire pour en faire leur cheval de bataille en vue des prochaines élections.

Il est bien évident que la campagne que le P.S. et le P.C.F. mènent contre le gouvernement sur le thème des impôts est motivé plus par stratégie purement électorale que par souci de défendre les intérêts de la classe ouvrière. Car, pour ces deux partis, ce n'était sûrement pas un secret que Chaban ne payait pas d'impôts depuis fort longtemps. L'opportunisme de ces deux bureaucraties est, à cet égard, significatif et nous montre la couleur du socialisme qu'ils nous préparent.

Cette affaire d'impôts (avoir fiscal) est encore la preuve que le gouvernement ne fait que des lois au profit de la classe dirigeante. Le mécanisme nous démontre comment les « gros » échappent aux subtilités de la loi sur l'avoir fiscal. Cette loi si complexe que pas mal d'hommes politiques n'arrivent pas encore à expliquer, pourrait d'ailleurs se résumer ainsi :

Une société ayant un bénéfice de 200 F paie un impôt de 100 F (50 %). L'actionnaire touche donc la différence, soit 100 F. Mais il va déclarer un revenu de 150 F car l'on estime qu'il serait lésé si on prélevait deux fois un impôt sur ce bénéfice. Puis cet avoir fiscal de 50 F viendra en déduction du montant de son impôt. Ainsi, à partir d'un certain revenu, l'actionnaire peut avoir un crédit d'impôt égal ou même supérieur à ce qu'il devrait payer. Ce qui explique le cas de Chaban Delmas.

Le gouvernement justifie cet allègement fiscal par un soi-disant contrôle des revenus et, par le fait que les actionnaires acceptant mieux l'impôt, auront moins tendance à frauder (selon la déclaration d'Ortoli en 1969). Mais alors, pourquoi ne pas supprimer complètement le paiement d'impôts aux riches ; ce serait sûrement le meilleur moyen d'éviter toute fraude fiscale !

La répartition des impôts.

Les grandes entreprises ont toujours bénéficié d'une déduction fiscale sous diverses formes :

— soit par la diminution sur leur déclaration d'un certain pourcentage sur l'achat de gros matériel et sur les amortissements de longue durée ;

— soit par la déduction sur la T.V.A. à acquitter d'un fort pourcentage sur les investissements pour les entreprises commerciales. En fait, on sait que ceux qui bénéficient de ce genre de mesures sont les grands magasins et les chaînes de distribution, car les seuls à se permettre de gros investissements. En revanche, certains droits sont judicieusement désignés pour être majorés : ceux qui touchent en particulier les petits commerçants et artisans, comme les taxes sur les mutations de fonds, les droits au bail, et les droits d'enregistrement ; et l'on sait que c'est dans le petit commerce et l'artisanat qu'il y a beaucoup de transferts de fonds de commerce ;

— une autre forme de déduction fiscale déguisée est l'abaissement des taxes sur les salaires, qui profite donc aux entreprises employant un nombreux personnel ;

— soit par moyen de T.V.A. qui, lors de sa mise en application, ramena chez les industriels le taux de l'impôt indirect de 20 à 16,66 %, mais qui se traduisit chez les petits commerçants par une baisse des ventes et pour les travailleurs par une hausse généralisée des prix des biens de consommation courante. Et lorsque cette T.V.A. augmente, c'est encore et toujours les prix qui montent.

Qui paie tous ces privilèges accordés aux gros ?

Les petits consommateurs, c'est-à-dire les travailleurs. Il suffit, par exemple, que les taxes sur l'essence soient majorées, et cela se répercute par l'augmentation des produits frais transportés par les routiers. Et si, parfois, ayant trop peur de s'attaquer directement aux travailleurs en augmentant les impôts après avoir déjà décidé d'une hausse des prix, l'Etat s'en prend alors aux couches de salariés plus aisées, comme après Mai 68, et leur fixe une taxe supplémentaire, on sait que ce n'est jamais aux capitalistes mêmes qu'il réclamerait un surplus.

A quoi servent les impôts ?

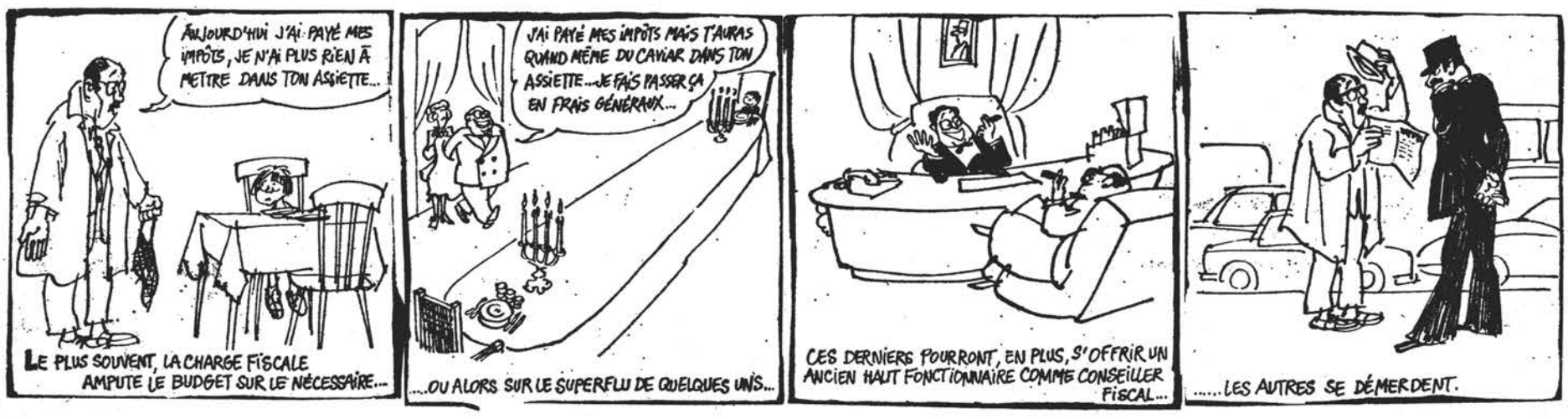
Il ne suffit pas de dire que le système fiscal est injuste. Ce qui est vrai d'ailleurs puisque aux gros, il reste toujours un énorme bénéfice après leur paiement, tandis que les travailleurs, quant à eux, versent jusqu'à deux mois de leur salaire.

C'est tout le système qui est à détruire.

Les impôts qu'on paie servent à payer les militaires (qui tentent de faire de nous des machines à tuer et de la chair à canon), les flics aussi, ayant pour rôle de matraquer les travailleurs qui manifestent ou les grévistes. Ça sert aussi à payer du matériel de guerre, à rehausser le prestige de « la Nation » avec des sous-marins comme le « Redoutable » et le « Terrible », ou encore le « Concorde » qui engloutissent des sommes pharamineuses pour des prunes (déjà dépassés avant la fin de leur construction). Nos impôts permettent de subventionner en partie les grosses entreprises, les trusts, et ainsi ce sont les travailleurs qui paient toute crise économique, toutes les difficultés des capitalistes face à la concurrence internationale. C'est aussi nous qui payons les contractuels pour qu'ils nous collent toujours plus d'amendes, cet autre impôt déguisé, et nous tracassent forts de leur impunité. Mais qu'on ne nous fasse pas croire que les impôts sont nécessaires à la bonne marche de la société et qu'ils sont répartis en fonction des besoins généraux. S'ils sont vraiment destinés au bon fonctionnement de la société, alors ce n'est pas de notre société qu'il s'agit. Ils servent en fait à perpétuer un certain ordre, l'ordre capitaliste. Sinon comment expliquer les nombreuses carences en matière de services publics, la maigre fraction du budget allouée aux transports en commun (vétustes et qu'on nous fait payer chers, à l'éducation, aux hôpitaux, à l'équipement routier, enfin à tout ce qui touche la masse des travailleurs.

Nous rejetons cette société. Nous refusons de payer et d'entretenir un système mis en place pour nous exploiter et nous aliéner. Nous refusons les miettes qu'on veut bien nous donner alors que nos patrons s'enrichissent par notre travail et par nos impôts.

C'est aux travailleurs à décider de la répartition des biens qu'ils ont produits, du fonctionnement des services publics, en fonction des besoins des communautés régionales, au moyen des structures qu'ils se seront données, dans le cadre d'un fédéralisme rationnalisé. C'est seulement en s'appropriant les moyens de production que la classe ouvrière pourra contrôler efficacement la planification .Mais ce n'est pas au travers d'un Etat, même ouvrier, que ses intérêts seront vraiment satisfaits. Tout Etat ne peut que perpétuer le clivage d'une société où une majorité privilégiée, vivant de la plus-value des classes laborieuses, décide de la planification à l'échelon national sans tenir compte des aspirations locales de la majorité des travailleurs.



FRONT LIBERTAIRE est en vente dans les Kiosques. Diffusez-le. Abonnez-vous !

Unité dans l'action à Paris VII

Quinze jours après la signature du protocole d'accord entre la direction et le comité de grève du personnel administratif de l'Université de Paris-VII, la direction a essayé de la remettre en question, spéculant sur une baisse de combativité des travailleurs. Cependant, le personnel administratif de Paris-VII n'a pas hésité à se remettre en grève le lundi 31 janvier, grève qui va en s'accroissant.

L'unité dans la lutte et dans l'action a payé :

Evidemment, le ton a commencé à monter : les enseignants, étudiants, se retrouvaient avec nous, personnel administratif dans une assemblée générale surchauffée pour entendre les explications des présidents des universités de Paris-VI et de Paris-VII. Pour nous, la résiliation des contrats avec les sociétés négrières Elan et Sotefa devait être immédiate et le personnel des sociétés d'entretien réembauchés directement par la fac sur le budget université. Les travailleurs immigrés de l'Elan, brisant l'étau de la peur, commençaient à s'organiser : ils participaient à nos assemblées générales, intervenaient pour dire ce qu'ils voulaient.

Au conseil, la victoire fut totale : rupture des contrats et réembauchage direct par l'Université. Lorsqu'on a affirmé que des travailleurs devraient, pour un horaire équivalent à 41 heures et demie, gagner la même chose que les administratifs et les techniciens, c'est-à-dire 1.000 F minimum, cela a été dur à avaler pour pas mal de professions. Nous avons réussi à l'imposer.

Les limites actuelles du mouvement :

La continuation de la grève s'est alors heurtée à de grandes difficultés : non que la combativité ait baissée, mais parce que nos alliés traditionnels (les étudiants, les profs et les progressistes de tous bords) ont fait soudainement défaut.

Nous avons essayé de généraliser la grève et, pour ce faire (nous n'étions pas arrivés, en deux mois, à l'étendre ailleurs et même pas à tous les services de Paris-VII), il fallait maintenant demander l'aide de l'intersyndicale. Ce fut un échec. C'était prévisible, car, pour les profs, le SNE Sup, de tendance PCF, est largement majoritaire à Paris-VII et à Paris-VI. La CGT a une très large audience à Paris-VI, le SNTRS suit les directives cégétistes et cet ensemble est, depuis le début, hostile à notre grève tant pour ses formes (comité de grève, unité avec les étudiants et les enseignants, action illégale éventuellement) que sur le fond des revendications, avec, aussi, refus perpétuel de défendre dans les faits les travailleurs immigrés. En pleine « semaine nationale » sur les immigrés ils n'ont rien fait sur les négriers !

En plus, la direction du S.N.A.U. (autonomes), de la C.F.D.T. n'ont pas pu convraincre leurs maigres troupes de se mettre en grève. Il est vrai que, pour beaucoup de basses catégories de techniciens ou d'administratifs, le fait qu'un balayeur puisse gagner autant qu'eux est le signe d'une déchéance. Bref, nous sommes aussi peu nombreux avec l'appui de ces syndicats que sans eux. Certains n'ont pas hésité à reprendre le boulot individuellement.

Quelques réflexions provisoires :

Finalement, notre expérience et les difficultés auxquelles nous nous heurtons posent un certain nombre de problèmes. D'abord celui du comité de lutte (comité de grève) isolé qui, bien implanté localement, n'arrive pas à généraliser la lutte, compte tenu de niveaux de conscience très inégaux et de la prépondérance d'une centrale syndicale réformiste. Ce problème nous renvoie à la multiplication des structures identiques : comités de lutte ou de grève refusant la distinction syndicale-politique et animés par la volonté de mener résolument le combat révolutionnaire. Un tel résultat ne peut lui-même être atteint que :

1° Par une critique permanente de l'institution syndicale (au-delà de la vision trotskyste de critique des directions), critique concrète au jour le jour, critique discutée par les masses à partir des erreurs et des carences des syndicats.

2° Le souci d'écouter réellement les travailleurs, ce dont ils parlent à la cantine, entre eux, au bureau quand ils s'ennuient, pour leur proposer des solutions locales qui, même si elles ne débouchent pas, permettent d'élever le niveau de conscience puisqu'elles permettent d'expliquer pourquoi elles ne débouchent pas. Mais aussi :

3° L'expérience du mouvement étudiant depuis 1968 prouve qu'il faut des victoires de temps à autre pour maintenir et amplifier le mouvement.

- par une structure permanente (au-delà des grèves) qui organise la formation politico-syndicale des travailleurs sur le terrain ;
- ne se manifeste pas au moindre prétexte pour « faire de l'agitation » ;
- n'est pas un cartel d'organisations mais l'organisation primaire des travailleurs syndiqués/non syndiqués, sans exclusive d'aucune sorte ;
- ne prend pas à son compte les campagnes nationales d'un parti ;
- ce comité de lutte — comité de grève — comité peu importe le nom, est d'abord une **oreille;** le lien où chacun dit ses problèmes et écoute ceux des autres, le lieu où chacun se forme et où on décide ensemble de ce qu'on peut faire. Il n'y aura pas de victoire sans démocratie prolétarienne.

I. P. N.

Les licenciements, pour finir une grève

Pendant tout le mois de décembre dernier une grève du rendement des vacataires de l'Institut de Physique Nucléaire (IPN) de l'Université, Paris-7e (Halles aux Vins) a quelque peu ralenti l'activité de l'I.P.N. Le travail de ces vacataires consiste à sélectionner parmi les photos de chocs de particules, celles qui représentent des « événements » physiques types intéressants. Ces vacataires avaient déjà organisé en mai et juin 71 une grève de près de deux mois à la suite du licenciement par la direction d'un vacataire qui avait eu une altercation avec des syndiqués de la CGT et des membres du PCF qui travaillaient à l'IPN. Ils lui reprochaient d'avoir approuvé la « profanation » de la tombe de Maurice Thorez au Père Lachaise de 1er mai 1971.

Cette première grève avait abouti à la réintégration du licencié, mais elle avait épuisé matériellement les grévistes qui en étaient sortis moralement désunis. En outre, la direction accéléra et termina la mise au point de machines pouvant faire le travail des vacataires. Un nouveau directeur, M. Astier, qui avait fait face au printemps 1969, sous la direction de M. Leprince-Ringuet, à une grève des vacataires de l'Ecole Polytechnique qui s'était terminée par un échec des grévistes, fut nommé à la tête de l'IPN.

M. Astier ne cacha pas son intention de licencier progressivement les vacataires de l'IPN d'ici la fin de 1972 et pour commencer en décembre dernier il supprima pour certains vacataires le service du soir qui était mieux payé.

Ce ne fut que quand le service du soir des cinq derniers vacataires qui en bénéficiaient encore fut supprimé qu'une partie des vacataires décida la grève du rendement. Cette réaction tardive des vacataires divisés, qui ne purent même pas se résoudre à rendre leur mouvement public, et à faire appel à la solidarité des enseignants et étudiants de Paris-7e qui leur auraient été probablement favorables n'effraya pas la direction. Elle répliqua en distribuant un avertissement par semaine aux grévistes du rendement. Cette pression est particulièrement efficace dans l'ambiance actuelle puisque trois avertissements peuvent justifier un licenciement. C'est ainsi que la grève du rendement s'effilocha en décembre et qu'il n'y avait pas plus de 50 % de grévistes au 1er janvier. Faute d'un accord entre les vacataires la grève a cessé tacitement.

Une journée par mois

Sans un organe d'information et de réflexion théorique, le mouvement communiste libertaire risque de crever dans son isolement.

Vouloir la révolution est une chose, s'en donner les moyens en est une autre.

A la suite de l'appel du mois dernier, suggérant que tous les communistes libertaires qui lisent FRONT LIBERTAIRE versent une journée de salaire par mois, quelques camarades nous ont répondu affirmativement.

Mais ils sont encore peu nombreux.

Face au gigantismes des forces autoritaires, c'est le seul moyen pour qu'un organe qui ne vit que par la vente militante et par la distribution des N. M. P. P. — sans aucune subvention extérieure — arrive à tenir.

Ensemble construisons un outil de lutte communiste libertaire.

Liste des publications en vente à la Librairie de « Front Libertaire »

Brochures :

« L'Insurrection de Kronstad la Rouge » 5 F
« Idées sur l'organisation sociale » (James Guillaume) 0 50
« Fenêtre sur un massacre » (Procès Valpreda) 1 F
« Défense collective » (Manuel de l'arrêté) 1 F

Livres :

« L'Anarchisme » (Daniel Guérin) 3 F
« La Commune de Kronstad » 7 F
« La Peste Brune » (D. Guérin) 5 F
« Fascisme et grand capital (D. Guérin) 5 F
« Les Antilles déconolisées » (D. Guérin) 10 F
« Cheitanov » (Balkansky) 10 F
« L'Etat massacre » 12 F
« Procès du Festival d'Avignon » (J.-J. Lebel » 12 F
« Entretiens avec le Living Théâtre » (J.-J. Lebel) 15 F
« Essai sur la Révolution Sexuelle » (Daniel Guérin) 15 F
« La Révolution Russe en Ukraine » (Nestor Makhno) 15 F
« Le Mouvement Makhnoviste » (Pierre Archinoff) 18 F
« Autogestion dans l'Espagne Révolutionnaire (Frantz Mintz) — 18 F
« Front Populaire, Révolution manquée » (Daniel Guérin) 18 F
« Socialisme en France » (Rosa Luxembourg) 18 F
« Autobiographie » (Malcom X) 18 F
« Enseñanzas de la Révolución Española » (Vernon Richard) 20 F
« Nos tâches politiques » (Léon Trotsky) 20 F
« Ni Dieu, Ni Maître » (Daniel Guérin) 20 F
« La Révolution inconnue » (Voline) 45 F
« La lutte de Classes sous la première République » (Daniel Guérin) 65 F

Participation aux frais d'envois + 2 F.

Les envois ne seront faits qu'après versement de la somme correspondante aux livres désirés.
C. C. P. : MARCOS 33 114-56 La Source.

Le P.C.F. contre l'autogestion

Re-voilà donc notre ami Léo qui se penche sur les problèmes théoriques les plus ardus, sans s'être laissé démonter par les critiques, un peu dures peut-être, faites à propos d'une de ses œuvres « Le trotskisme, cet anti-léninisme » et qualifiée de modèle de falsification stalinienne.

Voyez-vous : « l'autogestion, au sens étymologique, c'est gestion de soi-même ». Nul doute que ce cher Léo ne savait pas que l'autogestion n'est pas entendue justement au sens étymologique, mais au sens économique et social, c'est-à-dire autogestion des moyens de production, ou encore gestion par les ouvriers eux-mêmes des moyens de production. Evidemment, les communistes (entendez les bureaucrates staliniens) ne s'opposent pas à l'autogestion au sens étymologique « ils en combattent seulement (!!) les définitions contradictoire et confuses ».

Nous observons la bonne vieille méthode qui a déjà tant de fois réussi en d'autres circonstances : rassembler toutes les définitions « contradictoires et confuses », toutes les déblatérations connues sur un thème politique donné, (en l'occurrence l'autogestion) qui n'ont qu'un très lointain rapport avec le thème lui-même, les critiquer et prétendre ainsi avoir démontré le peu de sens politique de ceux qui prônent ce thème, en passant soigneusement sous silence les faits et les textes touchant directement à celui-ci.

C'est ce qu'a toujours fait la bourgeoisie avec le communisme, pour le dénigrer, elle s'en rapporte au système russe (et voilà Prague, Szczecin et Gdansk remis sur le tapis), au système chinois, aux théories communistes utopiques et réformistes et ainsi de suite, tournant autour du pot évitant de parler des contradictions de classes du système capitaliste lui-même qui aboutiront au communisme.

Est-ce un hasard si Figuères a peut-être trouvé, sans le vouloir, la formule qualifiant cette méthode : « la paille du mot et le fond des choses » ? S'attaquer à « la paille du mot », à son étymologie, aux définitions contradictoires et confuses qu'en donnent de faux-amis, en refusant de voir, de définir « le fond des choses ».

Voyons quelles sont ces définitions du mot autogestion.

« La première vise à faire croire que dans le cadre du système capitaliste [...] on peut développer des expériences plus ou moins exemplaires d'usines [...] Il s'agit donc des coopératives ouvrières. Aucun partisan sérieux de l'autogestion ne peut évidemment s'inscrire en faux contre cette affirmation. C'est ce qu'on peut faire remarquer également, c'est qu'aucun des partisans de l'autogestion ne la propose : « la paille du mot », encore et toujours, la « paille du mot ».

Mais, par contre, il existe un autre réformisme, non moins traditionel qui « *vise à faire croire que* » nationaliser les grands monopoles, c'est sinon sortir du cadre du système capitaliste, du moins, faire un pas vers la réalisation effective du socialisme.

Par contre, il existe une autre utopie, c'est celle qui « *vise à faire croire que* » les gros capitalistes se laisseront dépouiller sans faire intervenir leur armée, leur police et leurs bandes fascistes, au profit de quelques bureaucrates devenus députés d'une « démocratie avancée » majoritaire.

« Une deuxième conception [...] propose que chaque entreprise s'auto-administre elle-même [...] c'est une négation de fait (prenez votre souffle et accrochez-vous) des exigences du développement de la grande industrie socialiste et notamment de la planification ».

Notons que tous ceux qui préconisent l'autogestion, en particulier les communistes-libertaires, ne conçoivent pas l'autogestion sans planification (même quand elle est reprise par la C.F.D.T. elle est inséparable de la socialisation des moyens de production et d'une planification démocratique). Dans quelles eaux troubles a donc été pêcher Léo cette définition de l'autogestion : nulle part ailleurs que dans sa petite cervelle. Le fin mot de cette falsification est donné dans une phrase consacrée à la critique d'une telle conception : après avoir dit que « un système qui rejetterait une planification SERIEUSE » livrerait l'économie au marché et à la spéculation, notre polémiste, s'en référant à Marx (pauvre Marx !), conclut qu'il ne faut pas préconiser « une économie qui rejetterait une planification CENTRALISEE ». Voilà ! il n'existe qu'une seule planification sérieuse : la planification centralisée. Selon les vues du P.C.F. en effet, le socialisme ce n'est pas l'abolition du salariat, la prise en main collective par les prolétaires des moyens de production, ce qui veut dire, entre autres, planification élaborée par les travailleurs eux-mêmes à la base et appliquée par les conseils d'usine et de production ; mais c'est la prise du pouvoir politique, dans le cadre bourgeois, par le P.C.F., avec l'aide de la masse de manœuvre ouvrière qui, en échange, se voit promis le droit de participer avec un peu plus d'initiatives aux décisions des comités d'entreprises...

Il existe au moins une classe sociale qui ne se laissera pas embobiner longtemps, c'est la classe ouvrière : elle prendra conscience de la duperie après le bilan du futur échec des manœuvres staliniennes.

Mais (vous allez sursauter) il existe une forme d'autogestion avec laquelle les « communistes » se trouvent d'accord : c'est la troisième version qui est « la participation de plus en plus effective et organisée des travailleurs aux problèmes qui les concernent » et ceci à tous les niveaux géographiques. Cette troisième version, qui a déjà été évoquée un peu plus haut, nous la connaissons bien : il s'agit de la co-gestion à l'allemande ou à la suédoise. Le P.C.F. se fait le champion de la participation : puisque la bourgeoisie est incapable d'intégrer convenablement la classe ouvrière au système, c'est nous « les communistes », qui nous proposons pour cette tâche.

Avant toute chose une citation du *Figaro* (21-2-1972) s'impose. Elle exprime parfaitement l'opinion de la bourgeoisie : « lâchons du lest avant que l'autogestion nous chasse des usines ».

« Nos sociétés occidentales expérimentent, perfectionnent des formules différentes pour répondre à ce fait nouveau que l'on appelle la revendication qualitative. Cela a nom : participation, intéressement, co-gestion, et l'avenir dira peut-être dans quelle mesure elles peuvent combler où se substituer au beau rêve d'autogestion. »

La convergence du programme du P.C.F. et de celui de la bourgeoisie libérale !

Mais continuons : « Une telle conception ne se différencierait pas quand au fond de celle que préconise les communistes ». Depuis le temps que les révolutionnaires disent effectivement que le P.C.F. s'est engagé dans la voie de la politique bourgeoise ! Et pour ce faire ces « propositions concrètes ne sont pas minces ». Jugez-en ! « La suppression du secret de la comptabilité d'entreprise... Les comités d'entreprises, les délégations du personnel... se verraient dotés de pouvoirs réels d'interventions, du droit de contrôler, de vérifier » la comptabilité d'entreprise « et d'en soumettre les éléments au jugement des assemblées du personnel ».

Ces dernières (Attention ! camarades, halte aux « gauchistes ».) ne disposeraient évidement d'aucun pouvoir.

« Cette participation démocratique des représentants élus des travailleurs devrait être effective... et en particulier dans les conseils d'administration d'entreprises. » « Elle devrait ainsi, selon nous, présider à l'élaboration du plan national, débattue en dernière instance par l'assemblée nationale... »

Les leçons à tirer d'un tel programme sont simples, elles sont d'ailleurs toujours les mêmes. Le P.C. n'a pas l'intention de soutenir la révolution prolétarienne puisqu'il limite son programme à la participation, au contrôle des travailleurs sur la direction et la gestion des moyens de production par les capitalistes et les technocrates. Ces mots d'ordre étant parfaitement compatibles avec le système capitaliste (les deux exemples, allemand et suédois, déjà cités, le montrent), il s'ensuit que, malgré toute sa phraséologie, le P.C. est un vulgaire parti réformiste et traditionnel, qu'il trahira les luttes du prolétariat pour les avantages que ce système lui offre.

Ces avantages, il les trouve dans les postes de « représentants du personnel, très lucratifs, aux conseils d'administration des entreprises (rappelons qu'il y a sept de ces représentants du personnel (sur dix-sept membres) au conseil d'administration de Renault : on voit pourquoi la C.G.T. pousse des cris d'hystérie sur « les provocateurs gauchistes » qui viennent distribuer des tracts à Renault-Billancourt). Quand nous dénonçons la planification centralisée, bureaucratisée, c'est justement parce que seuls les chefs syndicaux et politiques y trouveront des avantages. Car, dans le programme du P.C.F. (le petit livre jaunâtre), ce ne seront même pas les travailleurs qui contrôleront les capitalistes, ce seront les représentants élus du personnel. Rien, donc, ne restera aux ouvriers, pas même une miette de ce festin qui excite tant les bureaucrates staliniens puisqu'il ne leur restera que la joie d'élire encore et encore des représentants, qui trahiront leurs luttes.

Les lendemains qui chantent :

« Il faut savoir terminer une grève » (1936)

« Retroussez vos manches » (1946)

sont précisés d'ailleurs dans l'article de *l'Humanité*. « La tendance à la démocratisation générale [...] constituerait un stimulant économique général qui a besoin de l'*initiative créatrice des travailleurs* ». On la connaît bien leur « initiative créatrice » : allez les gars, c'est une grande victoire, assez rigolé, au boulot maintenant.

Mais le mot de la fin, c'est à notre cher ami Léo que nous laisserons : « Au-delà des mots il y a le fond des choses. Et le fond est de savoir si les champions de certaines versions de l'autogestion », en particulier de la troisième, « ne veulent pas dissimuler sous des phrases de gauche leur hostilité foncière au socialisme. Voilà ce que comprennent de mieux en mieux, avec nous, nombre d'autres partisans du socialisme. »

Pour contact avec

front libertaire

Ecrire :

—**Région Sud :**

« **GERMINAL** », **19, rue des Suisses, 13 - ARLES**

— **Région Nord :** FRONT LIBERTAIRE, 33, rue des Vignoles, PARIS-20e.

Permanence tous les jours de 14 h 30 à 19 h.

MODALITES D'ABONNEMENT :

Abonnement annuel (12 numéros)	**15 F**
Abonnement annuel sous pli fermé	**40 F**
Abonnement de soutien	**40 F**
Abonnement de diffusion :	
5 exemplaires par mois durant 12 numéros	**60 F**
10 exemplaires par mois durant 12 numéros	**130 F**

C. C. P. : MARCOS 33 114-56 La Source.

Directeur de Publication : C. MARCOS — Dépôt légal 37.126 — Comm. Parit. Pres. 51.613 Impr. des Gondoles, 4 et 6, rue Chevreul — Choisy-le-Roi.